title : Tapuscrits divers (1948-1961)

# [ddr19481200jb] « Cher lecteur britannique, je connais bien votre prudence… » (automne 1948)[[1]](#footnote-1)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19481200jb_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Voici la situation telle que la voient deux observateurs parisiens, sympathiques au mouvement pour l’union de l’Europe : « Tout le monde pense que ces efforts sont méritoires, mais bien peu croient à leur succès prochain. Vous n’avez devant vous d’autre ennemi sérieux que l’inertie, mais elle est lourde… » Ainsi dit l’un, qui est le directeur d’un grand journal. Et l’autre, excellent sociologue : « Il manque à vos divers mouvements deux choses indispensables pour une action rapide : des adversaires déclarés, et des fanatiques dans vos rangs. » Enfin, un grand industriel suisse me dit : « En a-t-on vu assez de ces organisations internationales ! Il est bien difficile d’y croire encore. Si vous voulez réveiller les foules, faites une action d’éclat, prenez un ours en laisse, et allez parler sur les places. Ce qu’il nous faut, ce sont des saint François, ce sont des apôtres. »

À ce dernier, j’ai répondu : « Si ce sont des apôtres que vous demandez, pourquoi ne seriez-vous pas le premier ? Diogène avait bien tort de chercher un homme à la lueur de sa lanterne. Il eût mieux fait d’en devenir un lui-même. C’est le plus sûr moyen d’en trouver. »

Quoi qu’il en soit, les propos que je viens de rapporter vous donneront, je le crains, une idée juste de l’opinion continentale, au cours de cet automne 1948. Le bel élan imprimé au mouvement européen par le congrès de La Haye court le risque de s’enliser, provisoirement. On avait trop misé sur des réalisations immédiates, politiques et économiques. Or ce premier élan vient [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19481200jb_02.jpg/full/full/0/default.jpg) se heurter contre des obstacles variés : réticences du gouvernement britannique, crise du pouvoir en France, conflit insoluble en Allemagne, suspens de la politique américaine à la veille des élections présidentielles, et enfin et surtout cette inertie, ou pour mieux dire, cette bienveillance plutôt sceptique de l’opinion…

Dans ces moments de ralentissement de l’action, il est normal que les difficultés de détail se multiplient de tous côtés, et qu’on voie chaque pays se replier sur ses intérêts à court terme. Il est normal que les objections immédiates paraissent plus graves, dès l’instant qu’on limite ses ambitions à des objectifs immédiats. Comment sortir de cette impasse ?

En nous rappelant d’abord, et en rappelant aux masses les buts lointains et larges de notre action, l’ensemble de la situation.

De quoi s’agit-il ? disait Foch.

Trois grandes menaces pèsent sur l’Europe : la guerre, le désastre économique, l’asservissement totalitaire. Elles réveillent dans les masses européennes trois aspirations fondamentales : vers la *sécurité*, la *prospérité*, et la *liberté*. Ce sont précisément les trois besoins que l’on découvre à l’origine de toutes les fédérations connues. Dans un important ouvrage sur la constitution suisse, M. Willlam Rappard vient de montrer que ces trois facteurs ont été déterminants pour la formation de la Confédération helvétique, il y a cent ans. Il est frappant de les retrouver, identiquement, dans le [Message aux Européens](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1948ej/4#body-4-4) qui termina le congrès de La Haye. Laissez-moi vous rappeler ses [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19481200jb_03.jpg/full/full/0/default.jpg) termes. Voici d’abord les trois menaces :

Aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance. Aucun de nos pays ne peut résoudre, seul, les problèmes que lui pose l’économie moderne. À défaut d’une union librement consentie, notre anarchie présente nous exposera demain à l’unification forcée, soit par l’intervention d’un empire du dehors, soit par l’usurpation d’un parti du dedans.

Et voici la réponse à ces menaces : l’*union*, seule garantie de la sécurité, de la prospérité et de la liberté :

Tous ensemble, demain, nous pouvons édifier avec les peuples d’outre-mer associés à nos destinées, la plus grande formation politique et le plus vaste ensemble économique de notre temps. Jamais l’histoire du monde n’aura connu un si puissant rassemblement d’hommes libres.

Si ce grand but reste constamment présent à notre esprit, cet idéal actif dans notre cœur, les vraies dimensions de la lutte seront rétablies, et les difficultés réduites à leurs justes proportions. Si nous comprenons bien « de quoi il s’agit », et que c’est pour nous tous une question de vie ou de mort, nous ne nous laisserons pas arrêter longtemps par d’apparentes impossibilités pratiques. Nous dirons, comme en temps de guerre : impossible ou non, il le faut.

Cher lecteur britannique, je connais bien votre prudence, votre goût entêté pour les *practical steps*, votre méfiance à l’égard des plans théoriques et des idéologies. Vous avez raison. Mais ce que je voudrais vous dire ici, c’est qu’à l’heure actuelle, nous ne ferons rien de pratique si nous n’avons pas devant nous une vision nette et puissante de notre but final. C’est cette fin [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19481200jb_04.jpg/full/full/0/default.jpg) seule qui dictera les moyens de notre action, qui les orientera et qui nous forcera à les découvrir l’un après l’autre.

Je voudrais vous conter, à ce propos, comment j’ai appris à tirer, à l’armée.

On m’avait enseigné tous les mouvements à faire, toutes les recettes pratiques pour le tir au fusil, et je les appliquais consciencieusement. Mais au bout de huit jours, je n’avais pas encore mis un seul coup dans le but. Visiblement, j’étais un cas désespéré. Un jeune lieutenant m’observait avec pitié. « Voulez-vous apprendre tirer ? » me dit-il. « Voici le secret. Ne pensez plus aux mouvements de votre main. Regardez le rond noir qui est au milieu de la cible, laissez-vous fasciner par lui, pensez au but seulement, *pensez au noir* ! Et le coup partira tout seul. » Le lendemain, je gagnais le prix de tir du bataillon.

Cette expérience garde pour moi une valeur symbolique considérable. Elle m’a fait comprendre et sentir comment, dans certaines situations, c’est la vision du but qui est plus efficace, c’est l’« idéal » qui est vraiment « pratique ».

⁂

Bien voir le but, se concentrer sur l’idéal : rien n’est plus urgent aujourd’hui, et toutes les mesures pratiques dépendent de cela. C’est dans cette conviction que la Section culturelle du *Joint committee* travaille à la fondation rapide du Centre européen de la culture. Quelle sera la mission de ce Centre ? Précisément, de maintenir et de vivifier l’idéal commun des Européens, de l’exprimer, de le rendre plus conscient. Ou, en [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19481200jb_05.jpg/full/full/0/default.jpg) d’autres termes : d’éclairer et d’illustrer constamment le sens et l’esprit de notre effort vers l’union — de ramener l’attention vers son *but*.

Certes, le Centre de la culture aura tout d’abord quantité de tâches pratiques à exécuter (la résolution culturelle adoptée par le congrès de La Haye énumère les plus urgentes). Beaucoup d’initiatives ont été prises, dans nos divers pays, qui ne demandent qu’un organe de coordination pour donner leur plein effet. Le Centre sera d’abord au service de la culture. Mais il ne la servira bien que s’il sert en même temps l’effort commun pour établir l’union européenne. Pas de culture, au sens européen du terme, si l’Europe se voit asservie, ruinée, colonisée. L’une ne va pas sans l’autre. Imaginez alors, quelque part en Europe, un lieu où notre *action* puisse être méditée, clarifiée, où son orientation morale et spirituelle puisse être continuellement dégagée et formulée… Qu’en pensent nos leaders politiques et nos économistes ?

# [ddr19491208conflaus] Présentation du Rapport général de la Conférence européenne de la culture à Lausanne (8 décembre 1949)[[2]](#footnote-2)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_01.jpg/full/full/0/default.jpg) La condition profondément contradictoire dans laquelle vit l’Europe, depuis 10 ans, est entrée dans la phase critique. Elle est presque désespérée. Elle est aussi plus près que jamais de se résoudre en une synthèse. Il est vrai que l’Europe est en train de se défaire. Elle n’a jamais été plus menacée, plus divisée devant le péril, — plus angoissée et sceptique à la fois. Mais il n’est pas moins vrai que pour la première fois, dans toute sa longue histoire — consciemment —, l’Europe est en train de se faire.

Aux yeux d’un esprit objectif, toutes les conditions de la ruine sont réunies dans notre ciel et dans nos données immédiates ; mais ce sont *les mêmes* conditions qui pourraient être celles d’une renaissance.

Nos divisions absurdes, par exemple, n’ont cessé de s’aggraver depuis dix ans — mais nous prenons conscience de leur absurdité. L’avènement brusque et stupéfiant des deux empires extraeuropéens décourage des millions d’entre nous, mais il réveille aussi le sentiment d’un destin commun de nos peuples. Enfin, l’indifférence écœurée, l’abandon aux fatalités de l’Histoire, se voient combattus par l’élan vers l’union, vers la fédération, dont témoigne notre Mouvement, l’espoir encore tremblant des masses, l’Assemblée de Strasbourg, — votre présence ici.

Je parle d’un espoir tremblant. Le sentiment le plus répandu, j’allais dire le plus populaire dans nos pays, c’est, en effet, la peur, une peur souvent voilée par cette indifférence qui fait dire aux troupiers : « Il ne faut pas chercher à comprendre. » Il y a aujourd’hui une manière proprement européenne d’avoir peur de l’avenir : et c’est la peur d’une guerre que d’autres viendraient faire sur notre sol, et sur le corps de nos enfants, c’est l’angoisse de devenir *les objets* d’une guerre des autres, qui serait perdue par nous, quelle que soit son issue. Mais, il y a, en même temps, une manière européenne d’espérer, un espoir proprement européen, qui est celui de réussir notre fédération, et de retrouver par là même une puissance capable d’imposer la paix.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Telle est la situation contradictoire dans laquelle nous sommes engagés. À son point de crise, où nous sommes, il dépend en partie de nous que l’espoir ait raison du désespoir. Mais il faut aller vite, et viser juste.

Tandis que s’esquissent, à Strasbourg, les cadres politiques de l’Europe unie, il est grand temps de définir la visée, *la portée humaine* de cette action, la vocation de la communauté européenne. Tel est le but général de notre conférence.

Ce qu’on attend de nous ici, c’est d’abord une réponse à la question dangereuse que posent nos circonstances historiques : Pourquoi l’Europe ? qu’a-t-elle à dire aux hommes ? quels sont ses droits humains et spirituels à l’existence indépendante ? Et c’est ensuite une étude des moyens qui pourront assurer cette existence ; des mesures pratiques et institutionnelles propres à garantir et développer l’exercice de la pensée libre, sans laquelle l’Europe n’est plus rien.

On pourrait discuter sans fin sur le titre de cette conférence. Les mots *européen*, *culture*, prêtent à des controverses trop faciles.

Dès qu’on parle d’Europe, d’unir l’Europe, chacun commence par dire : Il n’y a plus d’Europe ! et finit par offrir une belle définition de ce qu’est l’Europe, de ce qu’elle a été, de ce qu’elle devrait être à son sens. Et ce dialogue à plusieurs voix reste, à tout prendre, la vraie définition de l’Europe, une et diverse.

De même, dès que l’on parle de culture, chacun donne à ce mot des contenus différents, — et cela encore est très européen. Ailleurs, on le sait, peuvent régner certaines définitions obligatoires et uniformes de la culture ; mais par là même, les pays qui les adoptent ou les subissent, s’écartent de la communauté européenne, — provisoirement, nous l’espérons.

Il est vrai que le terme de culture évoque des réalités hétéroclites : inventions techniques et beaux-arts, hygiène, éducation, et procédés de construction ; littérature, philosophie, et doctrines de l’État ; conceptions de la liberté, de la justice et de la dignité humaine ; esprit critique ; et toute la vie des religions. Culture peut signifier aussi prise de conscience de la vie, besoin perpétuel d’approfondir et d’illustrer le sens de l’existence, d’augmenter le pouvoir de l’homme, tant sur lui-même que sur les choses. Culture peut signifier enfin, l’ensemble des procédés de création et la transmission de leurs principes.

Je souhaite que notre conférence s’interdise les débats académiques auxquels prêtent ces définitions. À toutes fins utiles, elle partira de l’idée que la culture, ce sont les réalités intellectuelles et spirituelles qui ont fait de l’Europe autre chose et beaucoup plus que ce qu’elle est, dans sa réalité physique, autre chose que ce fameux « cap de l’Asie » toujours cité. Si nous faisons du bon [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_03.jpg/full/full/0/default.jpg) travail ici, personne ne perdra plus son temps à se demander ce qu’est la culture. Et comme on juge l’arbre à ses fruits, on jugera la culture sur sa récolte. Il est tard, vous le savez, il est tard en Europe. C’est pour agir, mais à notre manière, pour instituer et pour créer, que nous sommes là.

Deux mots sur ceux qui ne sont pas tenus ici. Quand Dieu veut perdre une société, il ne commence pas toujours par la rendre folle, il se contente parfois de l’endormir. Je veux dire qu’il surcharge ses élites d’occupations accablantes et flatteuses, qui ne leur laissent plus une seconde pour distinguer l’approche des catastrophes. On demande à certains « grands noms » de venir participer au sauvetage de l’Europe. Ils nous répondent qu’ils ont un rhume, qu’ils ont promis une conférence. D’autres invoquent un besoin subit de se retirer pour méditer. Regrettons-le, pour eux surtout. S’ils sont un jour jetés, ce qu’à Dieu ne plaise, dans certains « camps de rééducation sociale », ils auront enfin le temps de méditer sur les raisons urgentes qui motivaient un rassemblement comme le nôtre. Ils comprendront qu’il est certains moments de l’Histoire où l’on ne peut renverser les destins qu’en y allant tous ensemble, et toutes affaires cessantes, — comme vous l’avez compris, vous qui êtes ici, et l’on sait bien quels sacrifices de temps, d’argent, et surtout d’énergie créatrice, représente pour vous tous un tel effort.

Pour être juste, il faut reconnaître que beaucoup d’intellectuels redoutent non sans raison l’atmosphère des congrès, inconsidérément multipliés de nos jours. Je les comprends, et je comprends surtout ceux d’entre eux qui sont écrivains. L’époque est telle qu’un écrivain ne peut plus communiquer sa vraie sagesse que si d’abord il communique son drame — et c’est le drame seul, bien souvent, qu’on entend. Il est clair qu’un congrès ne se prête guère à l’expression du drame individuel ; que par suite le poète, le romancier hésite à s’engager dans une action où le meilleur de lui-même ne saurait s’exprimer. Il y a des gouffres, des abîmes, entre la création dans une chambre nocturne, et les institutions dont nous allons parler. « Qu’est-ce que cela peut bien me faire ? dit le poète. Cela ne m’aide pas à trouver une image… » Certes, mais l’écrivain n’est pas indifférent au sort des livres qu’il publie, ni à leur diffusion, ni aux entraves qu’elle rencontre partout aujourd’hui — et voilà nos problèmes pratiques.

Et il n’est pas indifférent — ou c’est un mauvais écrivain — au destin de la communauté dont il écrit la langue, où sa voix porte, qui peut le nourrir ou l’asservir, l’écouter ou le censurer, — et voilà tout le problème des valeurs à sauver, et des institutions qui pourront les défendre.

Il y a donc du travail pour tous, dans ce congrès. Voyons maintenant comment il conviendra de l’organiser.

Vous avez sous les yeux un Rapport général. Établi pour l’information des délégués, ce rapport n’a d’autre ambition que de signaler et de classer les problèmes qui se sont révélés [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_04.jpg/full/full/0/default.jpg) urgents, au terme d’une enquête dans nos divers pays. Chacun des groupes nationaux du mouvement a reçu d’abord un questionnaire sur l’état des problèmes concrets de la culture dans son pays. Dix-sept groupes ont donné des réponses détaillées. Je tiens à souligner qu’une telle enquête *n’avait jamais encore été tentée*. Nous avons dû l’improviser avec des groupes en pleine période de formation. Elle nous a permis de mieux voir l’intérêt capital qu’il y aurait à dresser systématiquement un inventaire des forces culturelles dans toute l’Europe, un inventaire aussi des lacunes, des obstacles, permettant de délimiter des *zones critiques* où concentrer l’effort. Puis, des études plus détaillées sur des projets concrets nous ont été remises. Enfin, le Bureau d’études de Genève a fourni plusieurs notes et documents que vous trouverez dans vos dossiers. Sur la base d’une quinzaine de rapports nationaux, d’une trentaine de rapports spéciaux, et des documents précités, le Rapport général a tenté d’opérer une synthèse provisoire, en guise d’introduction à vos travaux. Précisons bien que ce rapport n’est pas un instant destiné à faire l’*objet* des discussions de la conférence. Il en introduit les *sujets*. Il veut servir d’exposé des motifs à la série de résolutions pratiques qui, dès demain, seront proposées et mises au point par les commissions du congrès.

La section culturelle du Mouvement avait estimé tout d’abord que deux commissions suffiraient : l’une consacrée au problème des échanges, l’autre aux institutions européennes à développer ou à créer, les problèmes non techniques restant, bien entendu, réservés aux débats de l’ensemble du congrès, siégeant en commission générale. Il nous apparaît aujourd’hui qu’il y a lieu de prévoir une nouvelle commission, consacrée à l’éducation et à l’enseignement européen. J’en dirai tout à l’heure les raisons. Permettez-moi maintenant quelques brefs commentaires sur le travail des commissions, tel qu’il est esquissé dans le Rapport général.

I. La question des *échanges*, tout d’abord. La situation présente est bien connue. Vous aurez vite dressé la liste des obstacles douaniers et monétaires, et des mesures prétendues « protectionnistes » qui loin de les protéger, paralysent nos cultures. Par quelle méthode peut-on surmonter ces obstacles ? C’est tout le problème qu’il nous faudra résoudre. Reste à savoir dans quel esprit.

À cet égard, il me paraît que certaines expressions chères aux experts et aux documents officiels, seraient propres à nous égarer. On parle beaucoup, par exemple, « d’organiser les échanges culturels ». Observons tout d’abord qu’il n’en serait pas question si les frontières étaient ouvertes, et l’union fédérale de l’Europe réalisée. Nos cultures, *prisonnières* des cadres nationaux, ne doivent pas chercher des moyens de correspondre un peu plus facilement de prison à prison. Elles doivent au contraire exiger leur « élargissement » immédiat, sans conditions.

Le terme même « d’échanges culturels », avouons-le, est devenu bien déplaisant, à force d’avoir servi d’échappatoire facile aux fonctionnaires chargés (bien malgré eux, souvent) des problèmes réputés « secondaires » de la culture. Ils tentent de s’en tirer en consentant à la culture ce petit va-et-vient d’échanges surveillés [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_05.jpg/full/full/0/default.jpg) que leurs douaniers et leurs agents fiscaux sauront bientôt réduire à presque rien. Il en résulte au mieux quelques petits décrets concernant les voyages de quelques professeurs bien vus des pouvoirs, de quelques boursiers bons élèves ; et quelques phrases bien plates sur l’indispensable solidarité de nos nations. Une hypocrisie ennuyeuse.

Prétendre « organiser les échanges », prenons-y garde, c’est en fait reconnaître les droits que l’État s’est arrogés, et qu’il s’agit de lui dénier radicalement, — le droit d’élever ou d’abaisser des obstacles arbitraires à la circulation des idées, des personnes, et des œuvres ; c’est d’autre part, presque automatiquement, favoriser ceux qui ne gênent personne, ceux qui sont le moins créateurs ou novateurs, ceux qui font le moins peur aux fonctionnaires, ceux qui en un mot, ont l’âme naturellement officielle.

Si l’on veut que les échanges redeviennent ce qu’ils ont toujours été dans les périodes de vitalité de la culture. — échanges de découvertes à l’état naissant, de produits originaux, de curiosités avides, d’expressions authentiques de la sensibilité, de passions même, et non pas de simples déplacements de forts en thème —, nous devons, dans notre congrès :

1° abandonner, et au besoin dénoncer la méthode de « l’organisation des échanges »,

2° exiger la suppression pure et simple immédiate, des obstacles à la libre circulation des personnes, des œuvres, et des instruments de travail, dans toute l’étendue de l’Europe.

Supprimer tous ces droits de douane et de visas, dont le bénéfice est dérisoire pour les États, dont la charge est ruineuse pour la culture.

Et surtout ne proposons pas, dans ce domaine, de nouveaux organismes ! C’est la paresse d’esprit qui entraîne tant de comités à proposer de nouvelles machines bureaucratiques. Restaurer la culture, c’est aussi l’alléger du poids mort des organisations ! Qu’on n’essaie pas d’organiser la vie, qu’on la laisse libre : La seule idée d’une respiration organisée, n’est-il pas vrai, vous coupe le souffle. Qu’on n’essaie pas de créer par décrets l’unité de notre culture : elle existe, elle était aux origines, elle n’a cessé depuis de se reformer et de s’enrichir de mille diversités. *Qu’on la laisse libre de se manifester* ! L’*Europe ouverte*, et rien de plus, mais rien de moins, voilà la solution, voilà le remède pratique à presque tous les maux que vous allez recenser.

II. À la suppression des obstacles matériels et légaux à nos échanges doit correspondre un effort positif. Il serait insuffisant et vain de vouloir revenir simplement à la condition libérale qui était celle de l’esprit en Europe avant la guerre de 1914.

C’était le beau temps, je le sais. L’on pouvait lire dans l’Annuaire de la Compagnie européenne des wagons-lits, au chapitre sur les passeports : « Le passeport n’est exigé que par la Russie. Pour l’entrée dans tous les autres pays, la carte de visite suffit » !

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais cette liberté des échanges n’a pas suffi à réduire les nationalismes ; bien au contraire, c’est elle qui, par la suite, a succombé devant leurs exigences. Il nous faut aujourd’hui faire un grand pas de plus, et créer des institutions qui garantissent et manifestent l’unité de nos cultures dans leur diversité. Il faut doter l’Europe unie d’instruments de travail qui soient à l’échelle continentale. Il faut aussi former les jeunes hommes qui deviendront les porteurs de l’idée fédérale, sans laquelle nos réformes techniques et matérielles resteront lettre morte.

Sur les institutions européennes à fonder, je serai bref : les documents et rapports spéciaux mis à la disposition de la conférence donnent le détail des projets à l’étude. Au premier rang figure une institution clé, le *Centre européen de la culture*. — Parmi les innombrables organismes « culturels » que le xxe siècle a vu naître, il est frappant de constater qu’il n’en existe pas un seul qui ait pour objet l’Europe comme unité. Les uns veulent embrasser le monde entier, tandis que les autres se limitent à une nation, à une région géographique, ou à une discipline particulière. Pourtant, il est incontestable que nos pays forment un ensemble, un complexe organique de culture, facile à distinguer de ses voisins, et qu’en tout cas, ceux-ci distinguent souvent mieux que nous. Il est étrange que cet ensemble n’ait pas encore été étudié en tant que tel, d’une manière systématique ; et qu’il n’existe aucune institution capable de renseigner sur l’Europe en général, sur sa situation présente, sur l’état de ses forces et de ses faiblesses, sur ses possibilités et ses lacunes. Que le besoin d’une telle institution soit urgent, rien ne saurait mieux le faire sentir que les difficultés qu’a rencontrées la préparation même de notre conférence, et que ses insuffisances inévitables dans l’état actuel des choses. Je tiens à vous rappeler que, dès le congrès de la Haye, notre Mouvement avait demandé la création d’un Centre européen de la culture, dont les attributions furent esquissées par la résolution culturelle du congrès.

Au mois de février 1949, le Mouvement européen ouvrait à Genève un *Bureau d’études*, chargé de préparer l’œuvre du Centre. Enfin, au mois de septembre de la même année, l’Assemblée consultative de Strasbourg votait à l’unanimité une recommandation favorable à la création d’un Centre européen de la culture.

Le travail du Bureau d’études de Genève, depuis quelques mois, a permis de serrer de plus près la question. Il a conduit aux conclusions pratiques dont vous trouverez l’exposé détaillé dans le rapport relatif au *Centre culturel*. Le besoin est donc reconnu, les plans sont là. Vous déciderez du sort qu’il faut leur réserver.

Il en va de même pour le Collège d’Europe, à Bruges, collège qui permettrait de former les « grands commis européens », dont les futures institutions de l’Europe unie auront évidemment besoin.

Enfin, je mentionnerai, et sans plus de commentaires, car l’heure s’avance, un projet d’*institut européen des sciences politiques et sociales* ; et ce projet surtout d’un *Fonds européen pour les recherches scientifiques*, dont l’importance capitale ne saurait échapper à personne, et dont M. Dautry, aujourd’hui même, vous a magistralement exposé les motifs.

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_07.jpg/full/full/0/default.jpg) III. Quant à la commission proposée tout à l’heure, qui s’occuperait de l’*enseignement européen*, deux mots seulement, mais importants.

La préparation de notre conférence, l’abondance et la qualité des rapports reçus sur les questions d’éducation, ont montré à quel point ce souci est général dans nos pays.

Tout le monde se rend parfaitement compte que l’avenir de l’union européenne dépend en premier lieu de la création d’une élite responsable de jeunes gens, formés dans un esprit supranational. Cette tâche, comme l’écrit M. Jean Bayet, « exigera la bonne volonté de plusieurs générations, (mais) réclame aussi un départ extrêmement vif et net ». L’*effet de choc* que produira sur l’opinion publique l’institution rapide d’un *enseignement européen* constituera la meilleure propagande pour notre union, et peut-être la seule acceptable.

Toutes ces activités et ces institutions demanderont des fonds, qui aujourd’hui n’existent pas. Ils pourraient facilement être créés par le blocage, au titre européen, d’une fraction du budget de l’Éducation, dans chaque pays.

Les gouvernements et l’économie privée invoqueront leurs charges écrasantes ou leurs bénéfices diminués. Nous invoquerons le fait que, si le sentiment d’un destin spirituel commun, et l’énergie créatrice des Européens ne sont pas réveillés, les États et l’économie privée courent à leur perte inéluctable. Nous devons mettre nos gouvernements devant un choix. Un ordre de priorité doit être d’urgence établi. Il est probable que le prix de revient d’une seule bombe atomique dépasse largement le budget annuel des institutions que nous venons de proposer. Le prix d’une seule bombe atomique couvrirait donc le budget global d’une renaissance de la culture européenne. Construire des engins de mort qui coûtent des milliards, quand on refuse de trouver les millions qui permettraient de développer la recherche scientifique pour la paix et la vie, c’est la folie de l’Occident moderne. À tel point, qu’on se demande parfois s’il ne vaudrait pas mieux être restés barbares, que de nous être aussi mal civilisés. La Conférence européenne de la culture faillirait à sa vraie mission, si elle n’élevait pas, contre une pareille folie, le cri des hommes.

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, il me reste une dernière question.

Pour quelles fins réelles voulons-nous ces moyens de culture, et cette éducation d’une conscience commune de l’Europe ? La question doit être posée. Elle est d’ailleurs spécifiquement « européenne ».

Qu’il soit bien clair que nous n’entendons pas substituer aux nationalismes locaux une sorte de nationalisme européen. L’Europe s’est, de tout temps, ouverte au monde entier. Elle a toujours [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19491208conflaus_08.jpg/full/full/0/default.jpg) conçu sa civilisation comme un ensemble de valeurs universelles.

Il ne s’agit donc pas, pour nous, d’opposer une nation européenne aux grandes nations de l’Est et de l’Ouest ; ni de vouloir une « culture européenne » synthétique, valable pour nous seuls et fermée sur elle-même : ce serait trahir le génie de l’Europe, nous couper de ses sources chrétiennes et humanistes. Notre ambition, c’est de contribuer à l’union de nos pays, qui sera leur seul salut, par le moyen d’une renaissance de leur culture dans la liberté de l’esprit, qui est leur vraie force. Et notre objet ne sera pas non plus de *dénoncer* ce qui se pratique ailleurs, car nous ne pouvons réformer que nous-mêmes. Nous n’acceptons pas la scission que symbolise le rideau de fer ; mais nous pensons que le meilleur moyen de ramener vers l’Occident les peuples séparés, c’est de leur offrir l’image d’une Europe rénovée par l’union dans la liberté, d’une Europe qui prend au sérieux sa vocation particulière dans le monde.

Une Europe affaiblie et divisée par vingt nationalismes et autant de barrières de douanes, ne saurait plus être un pôle d’attraction. Une Europe proclamant des principes sans les appliquer fermement, n’aurait bientôt plus le droit de parler.

Prendre au sérieux la vocation européenne, c’est une mission de vigilance dont les intellectuels des pays libres doivent se sentir plus que jamais responsables. Il leur incombe de rappeler sans relâche aux gouvernants, comme aux législateurs sociaux et aux experts, qu’un certain nombre de principes moraux ne sauraient être négligés *dans la pratique* sans que l’Europe perde ses droits à l’existence et à l’autonomie.

Si nous exerçons, à Lausanne, cette action de vigilance publique, on pourra dire vraiment de notre conférence qu’elle fut le congrès de la conscience européenne.

Une conscience malheureuse, il est vrai, tourmentée, peut-être coupable, — comme toute conscience, en dernière analyse.

C’est notre lot d’Européens, et c’est notre passion profonde, de préférer toujours la conscience au bonheur. Vocation tragique et féconde, qui nous apparaît plus clairement depuis que se dressent à l’Est comme à l’Ouest deux civilisations plus jeunes, filles de la nôtre, dont l’une qui nous est chère, cultive un idéal eudémonique, l’idéal d’un bonheur assuré.

Il est frappant que le bonheur, en Europe n’ait trouvé ses plus hautes expressions que dans quelques tableaux classiques ou paysages impressionnistes, dans quelques brefs poèmes, quelques prières. C’est par la musique seule de Bach ou de Mozart que nous en possédons la substance idéale, que nous en respirons le climat nostalgique.

Et nous ici, nous ne sommes pas réunis pour tracer des plans d’innocence et de prospérité organisée. Nous tenterons, sobrement, de trouver les moyens qui permettent le libre exercice de nos vocations tourmentées ; des moyens de vivre, oui, mais selon notre foi, sans renier nos raisons de vivre. Sauvons l’Europe tragique, pour que nos descendants puissent encore habiter en esprit, par la grâce des chefs-d’œuvre futurs, au ciel de la musique — dans une Europe heureuse.

# [ddr19501200slde] Sixième lettre aux députés européens (décembre 1950)[[3]](#footnote-3)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19501200slde_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Messieurs les députés consultatifs,

Je vous souhaite une année meilleure que celle qui se termine pendant que je vous écris, et qu’il ne semble pas vous ayez illustrée par des succès proprement historiques. Ni l’été ni l’automne, à Strasbourg, ne vous ont vu répondre à l’appel angoissé que mes cinq premières lettres essayaient de traduire. On ne saurait dire pourtant que vous n’ayez rien fait : vous avez démontré l’impuissance d’une formule, d’une méthode, et d’un vocabulaire. Vos résultats ne sont donc pas nuls, mais négatifs. Ils nous permettent d’y voir plus clair.

Sur la base des partis nationaux, qui est la vôtre, il est clair que l’Europe ne sera jamais faite. Vous tenez cette base pour la seule réaliste. Vous estimez donc réalistes les seules réalisations virtuellement acceptables par le Labour Party et par ses satellites. Le Labour Party est anglais. Comme les Anglais ont dit sur tous les tons qu’ils n’accepteraient rien qui puisse conduire à une fédération de l’Europe, vous appelez réaliste ce qui n’y conduit pas.

Votre vœu le plus cher, nous n’en doutons point, reste l’union en général. Or les partis ne peuvent s’unir ailleurs qu’au *point mort* défini par le croisement fortuit de leurs résolutions contradictoires, elles-mêmes condamnées au néant par un statut que le droit de veto rend inchangeable, aussi longtemps que le Nord restera froid.

Enfin, vous avez peur du mot fédération, dont on a cru qu’il désignait votre objectif. « Faisons la chose, dites-vous, mais pour l’amour du ciel ! n’articulons jamais le nom ; il semble susciter des résistances… ». Voilà qui donne la mesure de votre réalisme. Imaginez que les premiers apôtres soient partis sur les routes en se disant tout bas : « Le but est clair, mais le nom du Christ n’est pas encore une idée-force. Certains la refusent, et la plupart l’ignorent. Faisons un peu de bien, selon les lois admises, amenons les hommes à partager petit à [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19501200slde_02.jpg/full/full/0/default.jpg) petit notre point de vue, mais gardons-nous de citer un nom dont l’usage est prématuré : il nuirait à la cause que nous voulons servir ». Ou bien imaginez Lénine déclarer à ses camarades : « Notre but est le communisme, mais seuls des excités ou des provocateurs peuvent affirmer que nous trouverons à la Douma — qui est après tout le seul pouvoir réel — la majorité nécessaire pour imposer notre système. Le réalisme nous commande impérieusement… ». Pour la suite du discours, voyez les vôtres — car je m’adresse ici aux députés qui se sont baptisés « fonctionnalistes ».

Ils nous parlent depuis deux ans d’un procédé pour faire l’Europe qu’ils appellent *functional approach*. Ceux qui ne savent pas très bien l’anglais, jugeant de la chose par ses effets, ont cru qu’il s’agissait d’une antiphrase — comme « démocratie populaire ». Abandonnés à leur instinct, ces ignorants eussent continué de penser que *functional* signifie « qui fonctionne », et que *approach* égale « approche ». Cette façon de s’approcher du but en fonctionnant leur paraissait éminemment fédéraliste. Mais voyant la conduite et les votes de ceux qui se réclament de ce procédé, ils se sont figurés bientôt que ces messieurs désiraient au contraire s’éloigner du but allégué en refusant tout ce qui fait mine de fonctionner. Soit dit à leur décharge, les pamphlets daltoniens semblaient les confirmer dans cette tragique erreur. Mais il faut apprendre l’anglais. L’ayant fait, je me vois en mesure de dissiper le malentendu.

Voici le problème que les fonctionnalistes proposent sans rire à l’Assemblée : étant donné un but précis, qui est la fédération des peuples de l’Europe, n’en parler sous aucun prétexte, exiger des moyens purement pratiques de l’approcher un jour ou l’autre, et les refuser lorsque quelqu’un les trouve. Illustration ? Le plan Schuman.

Et c’est ainsi que depuis bientôt deux ans, l’on voit s’affronter dans l’arène fonctionnalistes et fédéralistes, avec les résultats que l’on sait. Le fait est que cette querelle est une histoire de fous. Une petite parabole va le montrer. Il s’agit de bâtir une maison, et deux [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19501200slde_03.jpg/full/full/0/default.jpg) partis sont en présence. Le premier dit : dressons d’abord les plans. Le second dit : les plans sont théoriques, commençons par construire un rez-de-chaussée.

Mais seuls des fous pourraient s’imaginer qu’on va construire tous les étages à la fois. Et seuls des fous se mettraient à construire un rez-de-chaussée, sans l’idée d’une maison.

Que pensent alors les gens sensés ? Ils pensent qu’on ne bâtit pas une maison sans la vouloir. Encore moins quand on ne la veut guère. Ils pensent que les plans seuls permettent de commencer par les caves et le rez-de-chaussée, comme le veulent la raison et les fonctionnalistes, mais comme ces derniers ne le font pas, ayant refusé tous les plans proposés.

Le reproche qu’il faudrait donc leur adresser, c’est de n’avoir aucune envie de fonctionner, c’est de retarder l’action et de dissimuler leurs méfiances partisanes et nationales derrière un mot qu’ils ont volé à la doctrine fédéraliste. Car enfin soyons francs, voyons l’histoire récente : d’où viennent les « mesures pratiques » aujourd’hui discutées ? Qui veut l’union dans la diversité ? Et dans le respect des autonomies ? Qui s’oppose à l’esprit de système, jacobin, stalinien, daltonien et totalitaire en fin de compte ? Qui a proposé de faire l’Europe en créant des autorités pour le charbon, l’acier, l’armée, les transports, la culture, l’agriculture ? Les fédéralistes, à Montreux, dès l’année 1947 ; ou encore, au Congrès de l’Europe, à La Haye, 1948. Qui a taxé ces projets d’utopie, à chaque fois qu’ils ont vu le jour ? Ceux qui refusent la condition première de leur mise en pratique : j’entends, un pouvoir fédéral. Il est bien clair qu’on se moque du monde, et qu’on se moque de l’Europe, à Strasbourg, lorsqu’on oppose le plan Schuman, ou le plan vert, ou le plan des transports à l’exigence fondamentale maintenue par les fédéralistes : l’abandon des sacrées souverainetés, faute duquel tous ces plans échoueront.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19501200slde_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Je me déclare ici partisan convaincu de la méthode fonctionnaliste, en tant qu’émanation directe de la méthode fédéraliste. Mais je me sépare de vous quand je me déclare partisan de sa mise en pratique. Et dès lors je me demande, Messieurs les députés, ce qu’il vous reste à faire, à Strasbourg, pour l’Europe.

Vous venez d’émettre un vœu majoritaire en faveur des autorités spécialisées, pensant ainsi faire pièce à la minorité qui réclame une fédération. Vous avez bien voulu permettre aux États qui le désirent de nouer des ententes. L’intention vous honore. Mais les États souverains ne s’attendaient guère à recevoir de vous cette permission de rester souverains ou non ! Et surtout, vous le savez mieux que moi : le plan Schuman, l’armée européenne, les unions de paiements et tous les autres plans, ils se feront sans vous, vous leur courez après. Votre vote est un alibi. Si vous aviez quelque pouvoir — mais vous vous êtes bien gardés de l’exiger —, vous en retarderiez l’application. Quoi ! Staline est aux portes, la guerre sévit déjà, et vous acceptez sans mot dire que les mesures les plus urgentes soient déférées au vote des ministres, dans deux mois ? Pourquoi ce délai ? Pourquoi l’admettez-vous ? « Don’t you know there is a war going on ? » comme on le disait naguère en Amérique. À la guerre, on va vite, ou bien l’on est battu.

L’Europe se fera sans vous, tout le monde le voit maintenant. Elle se fera comme se font les tissus, les réseaux de résistance, les entreprises, les cultures, les grandes découvertes, les révolutions, les amours. Elle ne sera pas plus socialiste, ou centriste, ou réactionnaire, ou anglaise, ou française, ou libérale, que ne le sont toutes les belles et bonnes choses que je viens de dire. Il ne vous reste absolument qu’une chose à faire, qui est de ne pas l’empêcher de se faire. Il vous reste donc, au total, à rédiger le projet de sa constitution. Vous êtes politiciens, députés et juristes. Fonctionnez, c’est-à-dire fédérez, selon votre spécialité, dans les limites de votre autorité ! Sinon, nous serons tous, avant longtemps, satellisés ou évaporés.

De Ferney-Voltaire, le 15 décembre 1950.

# [ddr19510328cb] Discours au congrès de Bombay (mars 1951)[[4]](#footnote-4)

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19510328cb_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Ce congrès est une manifestation culturelle, non pas politique. Il est important de le souligner fortement dès le premier jour. Car on l’a nié, ici même et ailleurs. Les *fellow-travellers* et certaines personnes mal informées ont dit, ici et en Europe : — N’essayez pas de nous en faire accroire. Vous êtes tous des antistaliniens, donc votre congrès est politique ; ensuite, c’est un congrès américain ; et enfin, c’est un congrès destiné à combattre la neutralité en général, et celle de l’Inde en particulier.

Je vais m’expliquer très franchement sur ces trois points.

Premièrement, on a dit : vous vous placez sur un plan politique en attaquant le stalinisme. Je réponds : non, nous sommes d’abord contre le totalitarisme en général, quelle que soit sa couleur, *parce que nous sommes des intellectuels en premier lieu*, et non point parce que nous pouvons être secondairement des socialistes, des conservateurs, ou des libéraux. Nous sommes contre toute espèce de totalitarisme, pour une raison très simple, d’ordre intellectuel et moral : parce que nous refusons de subordonner la culture à la politique, — à n’importe quelle politique. La culture s’occupe des fins de la vie humaine et de son sens, la politique doit s’occuper des moyens pratiques de réaliser ces fins. C’est une grave faute de logique que de subordonner les fins aux moyens. C’est une grave faute pratique aussi : parce que cela fait autant de mal aux fins qu’aux moyens. D’une part, la politique prise pour fin absolue devient la plus cruelle des religions, en même temps qu’elle perd ses vertus de science pratique.

D’autre part, dès que la culture est subordonnée à la politique, elle cesse d’être une méthode de libération humaine pour devenir une préparation mentale à l’esclavage. Le danger qui menace aujourd’hui la culture, sans précédent dans toute l’histoire du monde, c’est tout simplement que nous pouvons perdre demain notre *liberté de penser*.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19510328cb_02.jpg/full/full/0/default.jpg) J’avoue que dans mes jeunes et folles années, je me suis souvent moqué de cette expression : la liberté de la pensée. Je disais : rien au monde ne saurait nous en priver. Même en prison, l’homme garde la liberté de penser ce qu’il veut. Pourquoi parle-t-on de lui garantir ce droit que personne ne pourrait lui ôter ? J’avais entièrement tort. Je n’avais pas encore compris, vu et senti que tous les droits que nous avons ou revendiquons peuvent être vidés d’un seul coup, si nous ne sommes plus propriétaires ou auteurs de nos propres pensées. Si nous perdons le droit et le pouvoir de penser ce qu’il nous plaît, les autres droits que nous aurons seront nuls : nous ne les sentirons plus comme des droits. Or nous pouvons perdre cette liberté, voilà ce que j’ignorais il y a dix ans. Il existe aujourd’hui des techniques (la propagande), des procédés intellectuels (la dialectique) et même des produits chimiques (le Penthotal) capables du nous *faire penser* malgré nous dans le sens voulu par l’État, par le parti totalitaire qui s’en empare. Ceux qui ont lu le livre de Georges Orwell, *1984*, savent très bien de quoi je parle ici. Ou ceux qui ont lu *Darkness at Noon* de Koestler, ou simplement les études des physiologistes, qui prouvent qu’en pinçant le cerveau d’un nouveau-né au bon endroit, on peut lui faire penser ou ne pas penser ce qu’on veut. Le xxe siècle n’a pas seulement redécouvert, à la faveur des camps de concentration russes et des fours crématoires des nazis, la valeur primordiale de l’*habeas corpus*. Il découvre soudain que la liberté humaine par excellence, comme l’a dit récemment Ignazio Silone, c’est le droit de chaque homme à son âme — *habeas animam !* et nous pouvons le perdre.

Nulle part peut-être plus qu’en Inde, la culture n’avait fait un plus grand effort vers la maîtrise par l’homme de sa propre pensée. Je n’en veux pour preuve que la toute dernière parole du Bouddha : « Be ye lamps unto yourself ». Nulle part donc la menace totalitaire contre la liberté de la pensée ne doit être redoutée pour l’âme même de ce pays de très vieille et profonde culture. Maintenant, il se trouve qu’en fait, le totalitarisme le plus dangereux de nos jours est le stanilisme, variété la plus puissante d’une maladie unique, qui peut s’appeler ailleurs fascisme ou phalangisme, ou ce qu’on voudra ; mais dont les effets sont les mêmes puisqu’elle aboutit toujours à soumettre la pensée à la police politique, donc à corrompre la source même de notre liberté. Et voilà pourquoi nous sommes antistaliniens.

En second lieu, on a dit que nous sommes ici au service des Américains. Soyons bien clairs : nous ne serons jamais « pour l’Amérique » de la même manière que les staliniens sont « pour la Russie ». Pour le stalinien, les seuls critères de [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19510328cb_03.jpg/full/full/0/default.jpg) jugement intellectuels et artistiques sont ceux qu’impose l’intérêt du parti, intérêt confondu *une fois pour toutes* avec les intérêts d’une grande puissance bien définie. Pour le stalinien, le vrai égale l’intérêt du parti, qui égale la Russie, qui égale la paix, — même si elle fait la guerre.

Mais pour nous, l’Amérique ne s’identifie pas avec le bien ni avec le vrai. Même si l’Amérique se trouve être actuellement le défenseur le plus *efficace* de nos libertés, nous ne sommes pas prêts à souscrire sans condition, une fois pour toutes, à tout ce que l’Amérique peut décider de faire un jour ou l’autre, ni à assimiler une fois pour toutes la liberté avec les intérêts américains. Nous sommes amis des Américains, mais plus encore amis de la vérité. Et nous ne confondons pas nos conclusions politiques actuelles avec la vérité sur l’homme en général, qui reste notre but et notre vrai souci. Si demain l’Amérique, ce qu’à Dieu ne plaise, nous mettait en prison au nom de cette même liberté qu’elle représente officiellement, nous serions aussitôt, pour ce motif et dans cette mesure exacte, antiaméricains. Et tous nos amis américains, ici présents, le seraient aussi, j’en suis absolument sûr.

En troisième lieu, on a prétendu que nous étions réunis à Bombay pour condamner la neutralité en général, et celle de l’Inde en particulier. Personnellement, je tiens à prendre ici une position extrêmement claire. Il me paraît capital d’établir une distinction nette entre la *neutralité* et le *neutralisme*.

La neutralité est une mesure politique qui peut être très bonne, très utile, et même très nécessaire dans certaines situations bien définies. C’est aux hommes d’État d’en juger. Et non pas à moi. J’ai trois raisons majeures de ne pas juger la neutralité de l’Inde : la première, c’est que je ne suis pas homme d’État ; la seconde, c’est que je ne suis pas Hindou ; la troisième, c’est que je suis Suisse.

Mais si je rentre dans mon domaine propre, qui est celui de la culture, je constate que la neutralité simplement n’y existe pas. Créer, ou faire de la critique, c’est exactement le contraire de rester neutre, puisque créer, c’est opérer des choix perpétuellement, entre le vrai et le faux, le beau et le laid, le remède et la maladie. Il n’existe, il ne peut pas exister de neutralité intellectuelle, artistique, scientifique, ou morale. Il importe donc hautement que ce congrès évite toute confusion entre la neutralité d’une part, [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19510328cb_04.jpg/full/full/0/default.jpg) expédient purement politique, et le « neutralisme » d’autre part, qui est une tentative pour justifier en théorie ou en doctrine une neutralité temporaire dont les motifs sont en réalité d’ordre strictement politique. En tant qu’intellectuel, je n’ai pas de raison d’approuver ni non plus de condamner la neutralité en général ; mais j’ai toutes les raisons de lutter contre le neutralisme moral.

J’illustrerai ce point par une petite fable. Imaginez un loup, un agneau, et un berger. L’agneau décide de rester neutre entre le loup qui menace et le berger qui le protège. Je le comprends fort bien. Il espère ainsi que le loup, au lieu de le manger, s’occupera d’abord du berger, ou bien que le berger attaquera le loup : cela gagnera du temps pour l’agneau, qui se sent encore trop faible pour agir. C’est une politique défendable. Mais alors ce qui ne serait pas défendable, ce qui serait une tricherie évidente, ce serait que l’agneau prétende *justifier* sa politique par des raisons morales ou doctrinales, et qu’il dise par exemple : — « Après tout, soyons objectif ! Voyons les deux côtés de la question. Ce loup ne pense pas à mal, il a grand faim, il a beaucoup lu Marx, et il est “partisan de la paix” ; d’autre part, ce berger n’est pas un homme parfait, il boit souvent trop, et il ne lit que le *Reader’s Digest*. Je refuse donc l’un et l’autre également, je suis neutre. »

C’est contre ce mensonge-là que nous devons lutter, je veux dire : — contre cette manière de mettre la culture au service de la politique, *de n’importe quelle politique*, même neutre, et même démocratique : car dès l’instant où la culture se subordonne à une politique quelconque, cette politique tend à devenir totalitaire, par un penchant inexorable. Nous devons être ici non pas contre la neutralité de tel ou tel État — ce n’est pas notre affaire — mais contre le mensonge neutraliste, parce qu’il est un mensonge, d’abord ; et ensuite, parce qu’il est *en fait* une prise de parti *politique* en faveur des loups, par des moutons qui désirent secrètement être mangés.

Nous devons être ici fidèles à notre vocation d’intellectuels : ce sera notre efficacité la plus certaine. Notre manière à nous de défendre la liberté, ce sera d’opérer avec rigueur les distinctions et les dénonciations nécessaires pour combattre la propagande des loups. Ce sera de nous faire les gardiens vigilants du véritable sens des mots. Même si nous ne parvenions pas à nous mettre tous d’accord sur le sens concret du mot liberté, même si nous ne faisions rien d’autre en trois jours que de nous disputer librement sur ce sens, nous aurions réussi quelque chose qui vaut plus qu’une définition : nous aurions démontré par le fait la réalité même de la liberté, réalité qui se manifeste au plus haut point dans la recherche passionnée du vrai.

# [ddr19520000vreu] La vie religieuse aux États-Unis (1942-1945) (1952)[[5]](#footnote-5)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520000vreu_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Parmi les préjugés que nous cultivons, à l’égard des États-Unis, l’un des plus difficiles à corriger concerne la vie religieuse des Américains. J’entends répéter partout que l’Amérique est une nation intégralement matérialiste, et qu’au fond sa vraie religion est le culte du dieu Dollar. Qu’il y ait dans ce jugement courant un peu de vérité, mais beaucoup d’erreurs et encore plus d’ignorance des faits, c’est ce que je voudrais vous faire voir, comme j’ai pu le voir moi-même, sur place, pendant les six années que j’ai passées là-bas, de 1941 à 1947.

Je recommencerai ma description par *l’extérieur*, par ce que l’on voit quand on se promène dans New York, puis dans les petites villes et villages qui l’entourent. On m’avait dit que je trouverais à Manhattan de pauvres petites églises tout écrasées entre des gratte-ciel triomphants, et que c’était là le symbole bien visible de la suprématie de la matière sur l’esprit, en Amérique. Et en effet, j’ai vu cette vieille église de la Trinité, qui dresse sa flèche de brique noircie au bas du canyon de Wall Street, et qui paraît bien finie et bien modeste au pied d’immenses parois luisantes des banques. Mais j’ai remarqué que les employés et les directeurs de ces banques venaient nombreux aux offices célébrés chaque après-midi, à 4 heures, dans ce vieux sanctuaire anglican.

Et puis, en remontant les grandes avenues de Manhattan, j’ai été frappé par le nombre des lieux de culte, par le luxe de leur architecture — généralement inspirée du gothique — et par la circulation continuelle des fidèles et des visiteurs dans leurs nefs richement décorées. Moins haute que les gratte-ciel, évidemment, ces églises sont cependant beaucoup plus vastes que la plupart de nos édifices religieux. La cathédrale anglicane de Saint-Jean, de l’Apocalypse, construite au sommet d’une colline de granit qui démine Manhattan, sera même la plus grande cathédrale du monde, lorsque ses tours seront achevées.

Allez maintenant dans les campagnes de la Nouvelle-Angleterre. Vous êtes accueilli à l’entrée des villages par des panneaux-réclame souhaitant la « bienvenue à tous » dans les églises de la localité. Dans un village d’un millier [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520000vreu_02.jpg/full/full/0/default.jpg) d’habitants, vous trouverez en général 4 ou 5 lieux de culte de confessions différentes, ou comme on le dit là-bas, de « dénominations » différentes : l’un baptiste, l’autre méthodiste, le troisième catholique, le quatrième luthérien ou presbytérien. Et toutes ces églises sont pleines, chaque dimanche. Voici un petit trait bien significatif : cherchant à louer une maison, je parcours les annonces du journal et je lis par exemple : « Maison de 6 pièces, confort, garage, métro, *Église à proximité* ». Je n’ai jamais lu rien de pareil dans un journal de nos pays. J’achète ensuite un guide de quartier, d’aspect commercial. Une page y est réservée aux églises. Je lis en tête : « Préservez votre privilège américain : allez au culte de votre paroisse ! » Et quand j’ouvre les énormes journaux du dimanche à New York, j’y trouve des pages entières consacrées aux choses religieuses : sujets des sermons, programmes musicaux des différents cultes, nouvelles des activités sociales des paroisses (qui comprennent des séances de loto, des cinémas, et des soirées dansantes), annonces des services qui seront célébrés de 6 h du matin à 5 h du soir par une quarantaine de « dénominations » différentes.

Comment expliquer cette présence si *visible* et si naturelle de la religion dans la vie quotidienne américaine, soit qu’il s’agisse de l’aspect des rues ou de la presse, ou de la radio ? Il faut remonter aux origines mêmes des États-Unis pour en saisir la raison profonde.

N’oublions pas, en effet, que les États-Unis ont été peuplés par des groupes successifs de colons, la plupart exilés d’Europe pour cause de religion. Ce qu’ils venaient chercher en Amérique, c’était la liberté de célébrer leur culte à leur manière et plus encore : la liberté de bâtir une cité conforme à leurs doctrines morales et politiques. Et c’est ainsi que dès le début, leur religion prit un caractère social très accentué, et que leur vie civique fut étroitement déterminée par la théologie de leurs églises diverses.

Notons en passant que s’il y a tant de confessions différentes aux États-Unis, cela tient surtout aux origines très variées des colons : un luthérien parce qu’il descend d’ancêtres scandinaves ou allemand ; un réformé descend d’ancêtres hollandais, un presbytérien d’ancêtres anglais, un catholique-romain, d’ancêtres italiens ou irlandais, et ainsi de suite. [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520000vreu_03.jpg/full/full/0/default.jpg) C’est ainsi que les 60 millions de protestants américains se répartissent en une dizaine de grandes « dénominations » à côté des 23 millions de catholiques romains.

Mais il me tarde d’en venir au rôle social que joue la religion en Amérique. Le grand fait qu’il faut souligner, c’est que les États-Unis n’ont jamais pratiqué l’union de l’Église et de l’État. Quoique mêlée, et bien plus que chez nous, à la vie publique et sociale, la religion en Amérique ne dépend en rien de pouvoirs, n’en reçoit pas d’argent, et garde donc une totale indépendance de jugement à l’égard de la politique nationale. Il en résulte deux conséquences très importantes.

La première, c’est que l’Amérique n’a jamais connu, et ne peut pas connaître, le phénomène de l’anticléricalisme, ce douloureux problème hérité, en Europe, de la collision entre le trône et l’autel. L’État américain est parfaitement laïc, mais la plupart des gouvernants sont inspirés par l’esprit chrétien.

La seconde conséquence de l’indépendance des Églises en Amérique, c’est que ces Églises restent en mesure de critiquer l’État et sa politique, avec autant de force et d’efficacité que nos syndicats, par exemple. C’est ainsi qu’à l’origine et au premier rang de la lutte contre l’esclavage des noirs, de la lutte contre les taudis, de la lutte pour la prohibition, de la lutte pour les droits des travailleurs, du pacifisme militant, bref de toutes les grandes causes publiques aux États-Unis, vous trouverez une église ou des pasteurs, plus dynamiques au nom de leur Bible qu’un démagogue au nom des droits d’une classe.

Il en résulte qu’on ne saurait surestimer la puissance des Églises dans la vie nationale américaine. Si, par exemple, le président Roosevelt a tant tardé à entrer dans la guerre, et n’y est même entré que forcé par l’attaque japonaise à Pearl Harbour, ce fait est dû en bonne partie à la résistance que l’Église méthodiste, la plus nombreuse, opposait à l’idée de guerre en général et au service militaire. Le peuple américain, durant la dernière guerre, n’a vraiment accepté la lutte que lorsque les Églises, révisant leur position, l’y ont engagé. Il ne serait pas possible, aujourd’hui encore, de gouverner les États-Unis contre l’opinion des principales Églises. Le président Truman vient de s’en apercevoir, une fois [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520000vreu_04.jpg/full/full/0/default.jpg) de plus, lorsque devant l’opposition des Églises protestantes, il a dû rapporter sa décision de nommer un ambassadeur au Vatican. De même la protestation d’une partie du clergé contre l’emploi de la bombe atomique, en 1945, a joué un rôle important dans l’évolution subséquente de la politique américaine.

Certes, un Européen sera tenté de juger que la religion en Amérique est une morale civique, plus qu’une mystique. L’Américain tend à ramener la foi au niveau d’un idéal de vie « décente », et les mystères de l’au-delà jouent peu de rôle dans sa piété. Mais en retour, il nous faut reconnaître que cette piété américaine est mieux incarnée que la nôtre dans la vie quotidienne et dans la vie publique.

Nos Églises d’Europe montrent plus d’exigence dans le domaine de la doctrine, mais les Églises américaines se font mieux entendre des masses et des dirigeants. Entre la pureté théologique et l’efficacité morale, comment choisir ? Le mieux, certes, serait d’échanger les leçons de la rigueur européenne et celles de l’esprit réalisateur des Américains. Une connaissance mutuelle plus exacte peut seule conduire à cette synthèse qui serait le salut de l’Occident.

# [ddr19520500ovs] L’Œuvre du xxe siècle (mai 1952)[[6]](#footnote-6)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520500ovs_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Les chefs-d’œuvre du xxe siècle et la plupart de leurs auteurs les plus célèbres se trouvent rassemblés à Paris pour un mois. Cette manifestation sensationnelle, sans précédent par son prestige et son ampleur, résulte d’une initiative du *Congrès pour la liberté de la culture*.

Disons tout de suite que ce « Congrès » n’en est pas un, au sens habituel du terme, qui évoque des discours, des banquets et des résolutions finales rarement suivies d’effet. Il s’agit au contraire, dans notre cas, d’une organisation permanente et mondiale, dotée de secrétariats, dans nos grandes capitales, et groupant des artistes, des écrivains, des journalistes et des savants. Son but est simple : animer une action de résistance méthodique à toutes les formes de tyrannie des âmes, des corps et des esprits, que résume l’adjectif « totalitaire ». Hommes de gauche, de droite ou du centre, tous démocrates ; catholiques, protestants ou agnostiques, tous partisans de la liberté ; Européens, Américains ou Asiatiques, tous unis dans la volonté de sauver l’homme de cette immense névrose tantôt glaciale et tantôt fanatique qu’est en réalité l’État totalitaire.

On nous a souvent dit : « C’est très bien de se défendre, mais la meilleure défense est encore l’offensive. Ne soyez pas uniquement négatifs, ne soyez pas seulement *anti* ! » Il nous serait facile de répondre par l’exemple des médecins : ils sont contre la maladie, ils sont *anti* ; mais peut-on dire que leur activité demeure uniquement négative ? Une chose est vraie cependant : dénoncer le mal ne suffit pas à le guérir. Le monde moderne étant menacé par une espèce de maladie psychique, il convient avant tout de restaurer la confiance du patient, son amour de la vie. Sans cette confiance en soi, sans cet élan, comment aimer la liberté ? Montrer à tous *ce que la liberté a su créer* dans notre époque tourmentée, voilà la réponse positive, apaisante et libératrice aux propagandes de dictatures.

C’est cette réponse qu’espère donner l’exposition que nous avons intitulée l’*Œuvre du xxe siècle*.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520500ovs_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Vaste panorama de la musique, de l’opéra et de la danse, allant de Ravel à Britten, et de Mahler à Stravinsky, joués par les meilleurs orchestres de l’Europe et de l’Amérique, sous la conduite de Bruno Walter, de Markevitch, et de notre Ansermet. Exposition des toiles les plus fameuses, de Cézanne et Van Gogh à Braque et Picasso. Créations d’œuvres théâtrales, dont la première pièce de Faulkner, le premier grand romancier de l’Amérique, et un drame inédit de Lorca, le plus grand poète espagnol. Concerts, tableaux, statues, poèmes, rythmes et chœurs : avions-nous oublié ce peuple de beautés transfigurant sans les trahir les angoisses et l’espoir d’un siècle, — notre siècle ?

Mais ce n’est pas tout. Notre époque a créé tant de formes, inventé tant de styles et de techniques nouvelles, que le public s’essouffle à suivre cet essor. À peine habitué aux découvertes du romantisme, du pleinairisme, du réalisme, qui furent les grandes révolutions du siècle dernier, on lui propose la peinture abstraite, des accords dissonants, et le surréalisme. Il cherche à voir, il demande à comprendre. Certains lui disent : si vous ne comprenez pas du premier coup l’art de l’époque, eh bien, c’est vous qui avez raison, car c’est le contraire d’un art, et c’est la preuve que nous sommes en pleine décadence. D’autres lui disent, bien au contraire : — jamais on n’avait vu plus d’audace créatrice. Si vous ne comprenez pas le cubisme, les nouvelles harmonies, la physique nucléaire, et tant d’autres merveilles contemporaines, c’est que vous êtes un affreux bourgeois, largement dépassé par le Progrès ! Décadence ou Renaissance accélérée ? Le sujet vaut la peine d’être attaqué, et il n’est pas du tout abstrait : à l’heure où les grandes dictatures raillent notre « art dégénéré » et lui opposent un idéal de photographies en couleurs, il faut savoir si nous avons raison de préférer la liberté et tous ses risques, ou si la discipline (sous peine de mort) du « réalisme socialiste » est notre avenir.

C’est pourquoi nous avons convoqué les meilleurs écrivains, critiques et philosophes de notre temps, à venir commenter dans des débats publics les tendances générales du siècle illustrées par l’exposition.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520500ovs_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Deux grands thèmes ont été proposés, visant l’actualité la plus brûlante : *Isolement et communication* ; *Révolte et communion*. Thèmes jumeaux, on le voit.

Le grand paradoxe du siècle, c’est que l’artiste ou le savant, le créateur, s’avance tout seul dans des régions nouvelles et périlleuses, où la grande masse ne peut le suivre sans retard, et cela au moment même où des moyens modernes de diffusion et de publication lui permettaient d’atteindre d’un seul coup des millions d’hommes qui accèdent enfin à la culture.

Jamais l’artiste ne fut plus isolé de la communauté des soucis et plaisirs de l’homme moyen. Jamais non plus il n’avait disposé d’un plus vaste public potentiel. La presse et la radio, le disque et le *digest*, le cinéma et la télévision, sont-ils vraiment des moyens de culture, ou bien des servitudes intolérables, forçant l’artiste à trahir sa mission ? L’Amérique leur a fait confiance. L’Europe s’en méfie davantage. Mais confiance ou méfiance, ils triomphent partout. N’est-il pas temps de discuter franchement cette question d’intérêt général, de confronter les expériences acquises, et de rechercher des solutions nouvelles, qui sauvent à la fois la vérité de l’art et l’efficacité de ses messages ?

Le même problème se pose à propos de la révolte et de la communion nécessaire. Il est admis depuis cent cinquante ans que l’artiste, l’écrivain, le grand penseur est un accusateur public, un révolté, un révolutionnaire ou un bizarre, en marge de la société. Et pourtant, aucune société n’a jamais pu développer et prospérer sans une foi commune, sans des prophètes qui lui montrent les voies de son avenir, sans des conteurs qui lui décrivent sa réalité, sans des poètes qui lui suggèrent les mots de l’amour, du courage, de l’inquiétude… Comment réconcilier l’artiste et notre temps ? Comment rétablir la liaison entre nos idéaux et nos réalités ?

Ces questions capitales seront soumises à soixante hommes et femmes qui représentent la pensée créatrice de l’époque.

Des noms ? Qu’il me suffise d’indiquer ceux des orateurs qui sont chargés de résumer les conclusions de [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19520500ovs_04.jpg/full/full/0/default.jpg) ces débats, le 30 mai, à la salle Gaveau : ce sont André Malraux, William Faulkner, Ignazio Silone[[7]](#footnote-7), et Salvador de Madariaga.

Puissent nos compatriotes en très grand nombre assister et participer à cet unique festival, qui renouvelle dans un temps menacé, la fonction des « jeux séculaires », mainteneurs de la foi d’une cité dans son âme et de la confiance d’une civilisation dans son avenir.

# [ddr19540800ecdp] L’Europe en crise : décadence ou progrès ? (fin août 1954)[[8]](#footnote-8)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19540800ecdp_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Il y a dix ans, l’idée d’une Europe fédérée appartenait encore à l’utopie. Quelques petits groupes de résistants l’entretenaient dans le secret. En 1946, la rencontre de Hertenstein donna sa première expression non clandestine (mais à peine publique !) à notre volonté d’union. Le congrès de Montreux, un an plus tard, définit les principes fondamentaux d’une doctrine fédérale pour l’Europe. C’est à Montreux aussi que fut prise la décision de convoquer à bref délai un vaste Congrès de l’Europe, ralliant autour du petit noyau fédéraliste les forces vives de nos pays : intellectuels, industriels, syndicalistes, et quelques bonnes têtes politiques : ce fut le congrès de La Haye, présidé par Churchill, au mois de mai 1948.

La Haye fut un succès retentissant. Des débats et des décisions de ce congrès sans précédent sont nés : le Collège d’Europe à Bruges, le Centre européen de la culture à Genève, le Mouvement européen, le projet d’une Charte européenne des droits de l’homme, et celui d’un Conseil de l’Europe.

Ce furent les commissions constituées à La Haye qui réalisèrent tous ces plans, dans des délais remarquablement réduits. Ce fut une délégation du congrès qui présenta aux gouvernements la requête tendant à créer une Assemblée européenne. Neuf mois plus tard, l’enfant naissait, au palais Saint James, à Londres. Le 10 août 1949, dans la ville de Strasbourg pavoisée, les cloches saluaient l’inauguration du Conseil de l’Europe. Et nous pensions toucher au but… Les difficultés commençaient.

Au lieu de continuer sur sa lancée, l’effort d’intégration se divisa devant les résistances anglaise et scandinave. On essaya de tourner l’obstacle. Et l’on entra dans la période confuse des autorités spécialisées, substituts de la fédération.

Préparée dans l’ombre par Jean Monnet et son équipe, la Communauté du charbon et de l’acier (ou plan Schuman) réussit à passer sans trop de mal le cap des ratifications parlementaires. Pris par surprise, les députés votèrent un plan technique dont la portée réelle échappait, semble-t-il, à beaucoup.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19540800ecdp_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais la Communauté de défense, ou CED, touchant à des réalités plus passionnelles, devait réveiller d’un seul coup l’opposition latente des communistes, des nationalistes bornés, et de certains groupes économiques. Nous les voyons s’unir contre elle, en France surtout, dans la moins sainte des alliances.

Le Pool vert pour l’agriculture, le Pool blanc pour l’hygiène et le Pool (sans couleur) des transports, après une brève apparition, ont disparu de la scène publique.

Quant au projet d’Autorité politique, qui devait couronner l’édifice — ou lui donner au moins une façade fédérale — bien que rédigé depuis près de deux ans et remis aux gouvernements, il n’a même pas atteint le stade de mise en discussion par un seul parlement.

L’évolution dont je viens de retracer les étapes peut être résumée de deux manières très différentes, comme on va le voir.

On peut parler d’un départ en fanfare, suivi de succès rapides et frappants ; puis d’un ralentissement continuel, voire d’un enlisement progressif, aboutissant à la crise présente, qui atteindra sa phase décisive à Paris, vers la fin de ce mois.

On peut aussi rappeler qu’il y a six ans seulement, les pionniers de la fédération considéraient comme un succès d’avoir pu faire passer un « papier » sur l’Europe dans un journal faiblement convaincu de l’intérêt du public pour la question. Aujourd’hui, toute la presse ne parle que de l’Europe, de sa crise, de la CED. Notre « utopie » d’il y a six ans a pris valeur électorale. Elle met en jeu le sort de plus d’un ministère…

Décadence fatale, ou progrès continu ? Les deux descriptions sont exactes, encore qu’elles apparaissent contradictoires.

Le fait est que le grand public et la grande presse parlent aujourd’hui de l’Europe, parce que le problème européen a été posé aux parlements par quelques hommes d’État lucides et courageux et par les mouvements de militants[[9]](#footnote-9). Mais ce n’est pas le grand public et la grande presse qui ont imposé le problème européen aux parlements, afin que ceux-ci « bousculent » les gouvernants, comme le proposait M. Spaak. Il résulte de cette situation que tout le monde parle de l’Europe sans la vouloir vraiment, et plus généralement, sans bien savoir ce qui est en jeu. Tout le monde prend position pour ou contre la CED, mais presque personne n’a lu le traité. Telle est la raison de la crise qui affecte non seulement la construction de l’Europe, mais [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19540800ecdp_03.jpg/full/full/0/default.jpg) l’idée même de l’union nécessaire.

Si le parlement français, demain, rejette la CED après l’avoir émasculée, il portera un coup mortel au prestige de la France, plus encore qu’à l’Europe. Car pratiquement, il isolera la France dans une Europe livrée à l’expansion de l’Allemagne, seule soutenue désormais par l’Amérique, et seule intéressante pour la Russie. Mais il se peut aussi que cette catastrophe française réveille *in extremis* la conscience de l’Europe, et provoque le sursaut salutaire.

Peut-on construire l’union fédérale de l’Europe *sans payer le prix de l’éducation* *des peuples* en vue de cet acte historique ? Beaucoup de politiciens, non des moindres, l’ont cru. Et beaucoup de grands *managers*. Ils ont pensé que l’Europe pourrait se faire à court terme, pour ne pas dire « à la sauvette », par quelques votes parlementaires sur des textes ardus dont eux seuls savaient le sens. Ils ont pensé que l’éducation et la culture étaient un luxe, une perte de temps, un à côté. Ce scepticisme a conduit à l’impasse. S’il aboutit, demain, à l’échec dramatique, il faudra bien considérer d’urgence l’autre méthode : celle de la propagande éducative. Celle de l’action en profondeur, à moyen terme.

Car derrière *toutes* les résistances à l’idée de l’union européenne, à la CED, à l’Autorité politique commune, il y a *le refus de considérer que nous vivons au xxe siècle*; et que l’Europe a perdu l’hégémonie mondiale ; et qu’elle n’est plus menacée par les uhlans de Bismarck, mais bien par l’empire communiste, par la révolte de l’Asie (demain de l’Afrique), par l’asphyxie économique qui s’en suivra, et par la perte de son indépendance.

Derrière le refus obstiné de voir en face ces réalités, il y a cent ans de nationalisme vaniteux et de mauvaise éducation scolaire, cent ans de manuels d’histoire qui sont des faux, et d’idolâtrie de la nation, cent ans de préjugés et de croyance risible que *chacun* de nos pays vaut mieux que ses voisins et qu’il peut « s’en tirer » tout seul, cent ans de méfiances mutuelles inculquées dès l’enfance sous le couvert d’un vertueux « amour de la patrie ».

Derrière les résistances à notre union, il y a donc, en fin de compte, une contre-éducation, une inconscience, une inertie de l’esprit. Tel étant le premier et le plus grand obstacle, la seule politique *réaliste* sera celle qui commencera par réduire cet obstacle ; celle donc qui [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19540800ecdp_04.jpg/full/full/0/default.jpg) commencera par ce fameux travail consistant à rallier « les esprits et les cœurs », travail dont tout le monde parle et que personne — ou presque — n’a voulu jusqu’ici prendre au sérieux.

« La CED est morte ! Vive l’armée allemande ! » s’écrieront peut-être demain les cyniques. Mais je penserai : l’Europe des marchandages politico-nationalistes est morte ? Vive notre chance de *commencer* l’Europe réelle !

# [ddr19550917al] L’avenir de la liberté (17 septembre 1955)[[10]](#footnote-10)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19550917al_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Il est bien naturel de souhaiter qu’un congrès se termine par des « conclusions concrètes », comme on dit, ou au moins par un manifeste. Et pourtant, *ce n’était pas notre but cette fois-ci*. Nous l’avons expliqué sans équivoque dans la préface du programme imprimé dont je vous relis ces quelques lignes :

La conférence que nous organisons n’est pas conçue comme une manifestation, mais plutôt comme un séminaire de recherche. Elle ne vise pas à dégager des directives d’action ou de propagande, mais d’abord à détecter les faux problèmes qui empoisonnent nos polémiques, puis à poser les vraies alternatives de la liberté dans ce siècle.

Dans quelle mesure avons-nous réussi ? Pour les *faux problèmes*, ceux qui résultent des slogans habituels sur les systèmes économiques dans le monde communiste et dans le monde libre, ils ont été, me semble-t-il, très remarquablement élucidés. Dans ce domaine, la conférence de Milan représente un progrès considérable. Mais *dans le domaine philosophique*, j’avouerai qu’elle me laisse devant une grande question. Une question qui dépasse sans nul doute l’objet précis de nos travaux. Une question que nous ne pouvions discuter — car on ne peut pas parler de tout à propos de n’importe quoi, c’est entendu — mais qui n’en subsiste pas moins dans la plupart de nos esprits et qui éclaire à la fois les limites et l’horizon lointain de nos efforts. C’est cette question que je voudrais évoquer à l’aide des brèves remarques que je vais vous soumettre.

On a cité, au début de nos travaux, une pensée de Georges Bernanos dont voici la substance sinon la forme exacte : *Quelles que soient vos institutions*, *vous n’aurez pas de liberté si vous n’avez pas des hommes libres !*

Avouons que cette phrase ne manque pas d’ironie au terme d’un congrès qui semble avoir admis comme hypothèse de travail — il en faut bien — que les meilleures institutions économiques correspondent aux meilleures garanties de liberté.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19550917al_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Or, s’il est vrai que de mauvaises institutions peuvent étouffer la liberté, il n’en résulte pas que de bonnes institutions créent automatiquement de la liberté. Ceci pour deux raisons dont la première relève de la simple logique. En effet, la liberté ne peut pas résulter *nécessairement* d’une situation quelconque car dans ce cas il n’y aurait plus de choix possible, et par suite, pas de liberté. La seconde raison est celle qu’indiquait Bernanos : c’est que les meilleures institutions du monde ne peuvent pas créer ces hommes libres sans lesquels il n’y a pas de liberté vivante.

*Mais alors, si les institutions ne peuvent pas créer des hommes libres, qui le pourra ?* Voilà la grande question que je désirais soulever. Notre congrès ne se proposait pas de la discuter : il avait d’autres buts précis. Mais elle se pose en fait, irrésistiblement, comme l’une des plus gênantes — admettons-le — et l’une des plus fondamentales de notre temps : comment fait-on pour créer des hommes libres ?

Je lis dans le rapport d’un de nos amis de l’Inde, Eric da Costa, que la lutte pour la liberté doit s’appuyer d’abord sur des individus courageux et que ceux-ci à leur tour doivent puiser leur courage dans une *tradition d’indépendance individuelle*.

Fort bien. Mais sur quelles traditions d’indépendance individuelle vivons-nous actuellement dans le monde libre ? J’en vois deux.

La plus apparentée est celle qui a été illustrée par la Révolution française. La Déclaration des droits de l’homme définit la liberté de l’individu comme totale, et n’admettant d’autres limites que celles posées par la liberté d’autrui. Il s’agit donc d’une liberté revendicatrice, qui n’est arrêtée dans son expansion naturelle que par les revendications égales des autres, telles que les autorise la loi. Comment ne pas voir qu’en dépit des cadres légaux sans cesse multipliés et précisés, une liberté de cette nature conduit nécessairement à des conflits amers, à des incidents de frontière quotidiennement renouvelés, et trop souvent enfin, au triomphe légal de la liberté du plus fort ?

Mais il existe une autre source de la liberté des personnes, une autre tradition bien plus ancienne et plus profondément enracinée dans l’homme. Pour elle, la liberté n’est pas seulement un droit, mais l’essence même de l’homme en tant qu’humain. Dans la mesure où j’y crois, les *autres* hommes ne sont plus des « *voisins inévitables* » dont l’existence gène et limite ma liberté, mais ils sont au contraire des *prochains*, que je puis aider et qui peuvent m’aider en retour, des hommes dont j’aime et dont je veux la liberté [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19550917al_03.jpg/full/full/0/default.jpg) parce que sans elle, ma propre liberté ne sera jamais que mon égoïsme, mon impérialisme déchaîné ou réfréné, c’est-à-dire un asservissement. Selon cette seconde tradition, la liberté est quelque chose qui se démontre et se manifeste avant tout dans l’acte même d’aider les autres à devenir libres.

Cette tradition est celle des plus hautes religions de nos différents continents. En elle peuvent communier l’hindou et le bouddhiste, le chrétien et le musulman. Et c’est elle qui inspire à l’esprit cette passion de se libérer de soi-même et de ses propres entraves, qui peut seule créer des hommes libres.

C’est elle aussi qui, aujourd’hui, et concrètement, peut inspirer, soutenir et justifier la plus radicale résistance aux prétentions de l’État totalitaire. Car en affirmant l’existence d’une réalité *transcendante* à la société, au mouvement dialectique de l’Histoire et à la raison d’État, elle pose, du même coup, une possibilité d’appel et de recours contre les décrets de l’État, de la société, et de l’Histoire. Cette possibilité d’appel au transcendant constitue à mes yeux la suprême garantie de la liberté individuelle dans notre temps.

Qu’on ne pense pas pour autant, que je propose au Congrès d’annexer le Bon Dieu à sa cause !

Qu’on ne pense pas non plus que je préconise je ne sais quel « retour » au passé plus ou moins idéalisé. Je n’ai pas l’intention de justifier les bûchers et les persécutions. Je ne suis pas non plus l’avocat d’une sacralisation de la société ni surtout de la vie politique, — au contraire ! Je voudrais constater simplement l’un des faits capitaux de notre époque : nous assistons à la renaissance intellectuelle de quelques-unes des plus grandes religions de l’humanité, en Asie et en Occident, et cela *au moment précis* où se dresse devant nous, contre nos libertés, un système qui se dit purement rationaliste, mais dont l’appel, en fait, est de nature religieuse, ou au moins *simili-religieuse*. Je dis que nous serions insensés de ne pas tenir compte, dans notre lutte commune, des forces *vraiment religieuses*, et de cette foi qui permet seule aux *hommes* un recours radical, je le répète, contre la prétention totalitaire au gouvernement des esprits.

Nous serions insensés de ne pas voir, et de ne pas reconnaître ici, même si nous sommes des incroyants, que l’avenir de la liberté, s’il dépend vraiment des hommes libres, dépend aussi de ce qui forme et qui inspire la conviction la plus profonde des hommes. L’avenir de la liberté, je le vois pratiquement lié à l’avenir de ce que Freud nommait une illusion, de ce que les communistes tentèrent d’éliminer et tentent maintenant de confisquer à leur profit, et de ce que beaucoup d’entre nous, Orientaux et Occidentaux, tiennent pour la forme originelle et le but suprême de la recherche de la vérité, — cette vérité qui seule nous rendra libres.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19550917al_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Un dernier mot. Parmi les combattants de la liberté, et je parle surtout de l’Occident, beaucoup, et des meilleurs, se déclarent incroyants. Cela ne signifie pas qu’ils soient sortis de l’héritage intellectuel du christianisme, qu’ils n’aient pas hérité de ses structures mentales et des attitudes affectives élaborées par tant de siècles de pensée et de foi chrétienne, ou disons plus exactement judéo-helléno-chrétienne. L’appel aux sources vives de cette grande tradition ne saurait constituer à leurs yeux un danger de « réaction » quelconque. C’est en fait un appel à la passion première qui a porté, avant toute raison, les élans de la liberté. Face aux totalitaires, dans le dialogue qu’ils nous offrent (ou feignent en tout cas de nous offrir) et que nous devons accepter avec confiance, — *cette passion sera plus forte que tous les arguments*. Certes, les arguments de la raison et de la science nous sont absolument indispensables, et nous n’en manquerons pas — surtout après ce congrès. Mais rappelons-nous que les Grecs n’en manquaient pas non plus devant les Romains et les Barbares ; et que Byzance en avait tant qu’elle en est morte.

# [ddr19551200dw] Le vrai sens de nos vœux (décembre 1955)[[11]](#footnote-11)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19551200dw_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Au début de l’an nous échangeons des vœux. Pure politesse, dites-vous ? Hé ! quand ce ne serait que cela, ce ne serait pas si mal. La courtoisie n’est pas fréquente dans notre monde du xxe siècle. Elle est tout aussi nécessaire à la vie en commun que l’huile à la machine.

Mais je pense à vos vœux réels, ceux que vous formulez pour vous-mêmes, aujourd’hui. Quels sont vos souhaits ? Qu’attendez-vous de l’année qui vient ? Vous me direz, — si vous êtes sincères — : la santé, une augmentation de salaire, un enfant de plus peut-être, et de quoi l’éduquer, une voiture, un jardin, des vacances, ou un poste de télévision.

Pourquoi veut-on ces améliorations de la vie courante ? Parce qu’on désire mieux vivre, c’est bien clair. Mais qu’est-ce que cela, mieux vivre ? Vous me répondez sans doute : c’est avoir la santé et gagner davantage, c’est avoir une voiture, un jardin, des vacances, et un poste de télévision. Cercle vicieux. Vous êtes sincères. Et cependant je ne vous crois pas. Ni vous non plus, au fond de vous-mêmes.

Car vivre mieux, c’est beaucoup plus que cela. C’est bien plus qu’*avoir* des objets. C’est difficile à définir, je le reconnais. C’est sans doute un mystère pour chacun de nous, et pourtant nous essayons tous… Il y a des hommes, je le sais et vous en connaissez, pour qui le but de la vie est seulement de survivre. Ils n’ont donc pas plus d’ambition qu’un chat, qu’un moustique ou un ver de terre. Mais l’homme digne du nom d’humain cherche autre chose. Il attend de son avenir quelque chose de nouveau, il ne sait quoi, mais qui soit mieux, qui soit meilleur. Il attend plus de joie à avoir ce qu’il a, à être ce qu’il est, à aimer ce qu’il aime. Plus de facilité à faire ce qu’il veut faire. Et plus de confiance en soi-même.

Ainsi nous cherchons tous. Mais si l’on nous demandait : que cherches-tu, qu’attends-tu de la vie ? Peu, très peu d’entre nous sauraient répondre. C’est pourquoi [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19551200dw_02.jpg/full/full/0/default.jpg) la plupart ne trouvent à exprimer que des souhaits apparemment « matérialistes ». Or, on n’aime guère être traité de matérialiste. On sent bien qu’on est autre chose, — enfin, qu’on n’est pas seulement cela… Mais on ne sait pas le dire, on reste dans le vague, un peu honteux… C’est très bien de condamner, avec tous les pasteurs et les curés, le « matérialisme envahissant ». Mais comment faire pour y échapper ? Nous avons un corps à nourrir, et des instincts à satisfaire. Et c’est le fameux progrès de la civilisation qui multiplie sans relâche autour de nous les objets matériels, les appareils luisants et les machines fascinantes, qui deviennent aussitôt nécessaires à notre bonheur… Peut-on se forcer à n’avoir pas envie de toutes ces choses ?

Je vous raconterai donc l’histoire de la baleine, une vieille histoire de la Russie mystique, que m’a confiée un écrivain de l’émigration. (Il se nourrit souvent de morceaux de pain sec, dans une chambre de bonne, à Paris.)

## Histoire de la baleine

*Il y avait une fois une grande baleine que les habitants du village avaient prise vivante, et qu’ils aimaient beaucoup. Elle avait faim. Ils lui apportèrent tout ce qu’ils pouvaient trouver, elle mangea tout, et dit qu’elle avait encore faim. N’ayant plus rien à lui donner, ils la transportèrent dans une ville voisine, beaucoup plus riche. Là, sur la place publique, on lui apporta des quantités énormes de nourriture, elle mangea tout, et dit qu’elle avait encore faim, aussi grand faim qu’avant et encore plus. Les gens voulaient la garder en vie, ils aimaient leur baleine, mais ils ne savaient plus comment la satisfaire. À la fin, ils lui demandèrent : qu’as-tu ? Elle dit : j’ai faim. Ils lui dirent : nous t’avons donné toute la nourriture du pays. Elle dit : quand vous m’aurez donné cent fois et mille fois plus, j’aurai encore faim. Ils lui dirent alors : mais enfin, que veux-tu donc ? Et la baleine répondit :* Je veux Dieu !

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19551200dw_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Cette légende marque le but extrême de toute la recherche des hommes, de leurs vœux et de leurs désirs. La baleine voulait l’absolu, la réponse globale et finale. Elle voulait quelque chose qui fût au-delà de toute satisfaction partielle, précise, concrète : au-delà de tout ce qu’on peut avoir ou même savoir ; au-delà même de notre angoisse fondamentale devant la vie, le monde et l’inconnu. Et c’est pourquoi sa faim était inextinguible.

Cette baleine est très russe, évidemment. Elle ne connaît aucune mesure. Elle veut tout et le reste, comme on dit. Mais elle a beaucoup à nous dire, à nous les hommes, et spécialement à nous les Suisses.

Et d’abord, elle peut nous apprendre à oser vouloir plus, à voir grand, à ne pas nous borner dans nos souhaits. (Ils sont déjà suffisamment déçus ou limités par la réalité !) « Demandez, et l’on vous donnera. » Nous demandons toujours trop peu. Nous demandons des choses trop faciles ou trop petites. C’est malsain pour l’économie mais bien plus encore pour nos âmes. Cela tient peut-être au fait que nous sommes trop serrés dans un pays où tout se touche, et par suite, trop préoccupés du voisin et de son jugement. Cela tient peut-être aussi au fait que nous sommes neutres. Saisissons l’occasion de le répéter ici : la neutralité militaire ne doit jamais se traduire par une neutralité morale, sentimentale ou spirituelle. Prenons garde qu’elle ne contamine nos jugements et nos préférences, et qu’elle ne rende nos souhaits trop courts et trop mesquins. Ah ! ce n’est pas le rouge du sang et de la violence qui figure notre tentation ! Ce n’est pas le rouge, c’est le gris !

Nous autres hommes de l’Occident — nous autres Suisses déjà trop bien nourris, à ce qu’il paraît, nous n’aurons jamais assez faim ! La faim est un tyran pour l’Asiatique, mais pour nous, ce doit être une vocation.

Mais de quelle faim parlez-vous ? me dira-t-on. Je parle de la faim de la grande baleine. Non pas d’une faim qui ne serait jamais comblée par des nourritures abondantes, mais bien d’une faim qui, même comblée, ne s’avoue jamais rassasiée, parce qu’au-delà de toutes les choses, [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19551200dw_04.jpg/full/full/0/default.jpg) physiques, matérielles et charnelles, *à travers elles*, elle cherche et elle exige bien davantage : la joie, la liberté, la plénitude du sens et de l’amour, qui ne sont pas des choses mais la réalité !

Était-elle donc assez « matérialiste » notre baleine, qui ne pensait qu’à manger toujours plus ! On peut le croire jusqu’au terme de l’histoire. Et tout d’un coup, voici le sens de cette énorme faim qui se démasque ! Et avec lui, le sens dernier de toutes nos faims, le but final de tous nos souhaits grands ou petits. Il ne s’agit plus d’essayer — toujours en vain — d’être un peu moins matérialiste. Bien au contraire, il s’agit de comprendre vers quoi tendent en réalité nos désirs jamais satisfaits. Il s’agit de ne jamais s’arrêter à l’apparence de nos satisfactions, et de vouloir toujours plus sans fin, jusqu’au vrai terme de toute l’histoire des hommes et de chacune de nos vies.

⁂

Dès qu’un homme attend de sa vie autre chose que sa seule subsistance ou durée, un peu plus, si peu que ce soit, et si peu clair que cela paraisse — je dis qu’il attend tout, et qu’il n’a pas raison d’attendre rien de moins que tout. Simplement, il n’ose pas se l’avouer.

Supposons qu’il se souhaite un poste de radio. « Un poste est un poste, pensera-t-il. Tout le monde en a, j’en veux un moi aussi. C’est tout, et qu’on ne vienne pas me raconter des histoires — cette histoire de baleine, par exemple ! — pour me faire croire que je ne sais pas ce que je veux. » Pourtant, il est bien clair qu’il ne le sait pas. Car un poste après tout, ce n’est qu’une caisse en bois avec des bouts de métal dedans. Ce que notre homme veut donc vraiment, c’est ce qui passe au travers : nouvelles, musique, chansons — autant d’ouvertures sur le monde !

Depuis des siècles, on ne cesse d’opposer, sans profit pour personne, je le crains, la vilain matérialiste et le bon idéaliste, comme s’il s’agissait là de deux espèces [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19551200dw_05.jpg/full/full/0/default.jpg) d’animaux totalement différents. Or il s’agit de deux types d’hommes. Étant hommes tous les deux, je sais bien sûr qu’ils veulent réellement les mêmes choses. Mais l’un dit : je veux le poste et c’est tout ; l’autre dit : je veux la musique. Le premier ne sait pas dire ce qu’il veut, car il est clair qu’il ne veut pas seulement une petite caisse. Le second sait ce qu’il veut, mais paraît oublier les moyens matériels de l’obtenir, car sans la caisse et le prix qu’elle coûte, il n’aurait pas non plus la musique. En vérité, les deux veulent une seule et même chose, qui n’est même pas une chose, et qui n’a pas de nom, mais qui est le vrai but de tout ce qu’on peut vouloir : plus de sens, plus de vraie liberté, plus de vie, plus de joie. Et c’est Dieu. (Quelques-uns se refusent à le nommer ainsi. Mais cela ne change rien à leur faim.)

⁂

Quand je pense aux années qui viennent, je me dis que nous allons assister aux plus extraordinaires transformations de la vie que l’espèce humaine aura jamais connues. La science va nous donner des moyens inouïs de maîtriser la nature et la matière. Énergie nucléaire sans limites ; énergie solaire, encore moins chère à exploiter ; machines électroniques remplaçant l’homme ; culture artificielle de la *chlorella*, cette algue minuscule qu’on trouve dans toutes les mers, lacs, marais et simples flaques d’eau, et dont on peut tirer une nourriture complète, pour des dizaines de millions d’hommes affamés. Tout cela qui est presque mûr, et va se réaliser, nous promet un avenir où l’homme, enfin, pourra se voir délivré du travail mécanique et de ses servitudes inhumaines. Ce n’est pas un rêve : de grands économistes ont calculé que les quantités énormes d’énergie, mises à notre disposition grâce aux plus récentes découvertes, permettraient *par an* le travail d’un homme à l’usine. Ainsi, l’application de milliers d’esprits à pénétrer les secrets de la matière doit aboutir un jour, peut-être assez prochain, à nous libérer de la matière. Alors, la faim des hommes, physiquement rassasiée, pourra se porter vers d’autres [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19551200dw_06.jpg/full/full/0/default.jpg) nourritures. Les loisirs, la culture, deviendront le grand problème et le principal de la vie.

Ceci n’est pas un rêve, je le répété sérieusement. Ceci sera donc réalisé. À une seule condition, toutefois : c’est que nous sauvions la paix pendant le reste du siècle.

Nous voulons tous la paix, nous avons faim de paix, et la paix est le vœu que le plus grand nombre d’hommes exprime pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. Mais il nous faut vouloir les conditions pratiques de ce que nous souhaitons dans nos cœurs. L’une de ces conditions, la principale peut-être, pour prévenir le conflit latent entre le bloc de l’Est et le bloc américain, c’est la constitution d’une grande Europe unie, fédérée sur le modèle suisse, purement défensive comme la Suisse, mais forte, et par là-même décourageant l’attaque.

Je disais tout à l’heure : osons plus, voulons plus, ne nous limitons pas à des souhaits faciles et à des ambitions mesquines. L’Europe unie me paraît un très grand but, très difficile à réaliser, mais qui est la condition d’un but plus vaste encore, la paix du monde. Pourquoi les Suisses se diraient-ils toujours : nous sommes trop petits, nous ne pouvons rien y faire ? Oui, je le sais, nous sommes neutres. Mais nous n’en faisons pas moins partie du genre humain, et de l’Europe. Comment pourrions-nous rester neutres entre le danger de la guerre et les moyens de la paix ?

Pensons-y. Ne nous bornons pas à des souhaits un peu courts, et par là-même indignes de nos grands privilèges dans ce siècle tragique. L’Europe se fera quand tous ses peuples la voudront. Il ne faut pas que les Suisses soient les derniers, et qu’ils perdent cette rare occasion de voir grand, de voir loin, de dire oui sans réserve à ce qui peut élargir l’horizon de demain. C’est la grâce que je vous souhaite ! (Et pensez quelquefois à ma baleine, au long de cette année qui s’ouvre à votre faim. Vous combleriez le vœu secret de cet article.)

# [ddr19570221beloff] [Préface] *Europe and the Europeans*, édité par Max Beloff (21 février 1957)[[12]](#footnote-12)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Il m’arrivait de penser, durant nos tables rondes, sous les plafonds dorés de l’Aldobrandini, autour des tapis verts du Conseil de l’Europe, que le métier d’un président de séance est aussi passionnant qu’inhumain. Il est contre nature d’écouter tout ce que disent tant d’éminents esprits sur de si grands sujets, sans pouvoir jamais s’arrêter pour réfléchir ou réagir à leur propos, ni jamais changer de place pour aller prendre à part celui qui vient de vous combler d’aise ou de vous faire si poliment souffrir. Il est plus amusant d’enregistrer mentalement ce qu’un orateur n’a pas dit, et de supputer les raisons de ses oublis voulus ou non. Mais le vrai jeu, c’est de prévoir ce que l’un ou l’autre va dire, de l’inciter à le dire, et de comparer ensuite ce qu’il a dit avec ce qu’on l’attendait dire. Si j’ai beaucoup appris à ce jeu-là — moins pourtant que de la science d’illustres spécialistes et de la sagesse vécue de deux grands hommes d’État — puis-je avouer que l’expérience de Rome et de Strasbourg m’a laissé sur ma faim d’Européen *partial* ?

Ayant suivi de près (mais sans autre pouvoir que celui de suggérer des noms — le choix final étant du ressort des gouvernements) l’élaboration de la liste de quelque trente participants, voyant qu’y figurait une grande majorité d’Européistes convaincus et chevronnés, je pouvais et devais m’attendre que chacun apporte à l’envi de nouvelles et frappantes illustrations de cette communauté de culture qui était notre thème général. Je guettais, le crayon lové, les propositions ingénieuses, sages ou hardies, qui n’allaient pas manquer de fuser de tous côtés, tendant à provoquer cette grande prise de conscience de ce qui nous est commun, de ce qui se voit menacé, de ce qu’il faut sans délai défendre et illustrer par l’union des esprits les plus divers, bref de ce qu’on nomme « l’idée européenne ». Tout autre chose se produisit.

Était-ce par scrupule de savants, soucieux de faire voir qu’il ne s’agissait pas, dans notre affaire, de propagande mais de science ; était-ce l’atmosphère officielle de rencontres placées sous le signe du prudent Conseil de l’Europe ; ou enfin le désir très sensible, à Strasbourg, de serrer de plus près les « généralités » largement formulées à Rome, je ne sais. [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais un phénomène surprenant se déroulait sous mes yeux, et gagnait notre groupe, à deux ou trois exceptions près. La plupart de ces « Européens », pourtant partisans de l’union, et chargés d’en examiner la base la plus ferme à mon sens — notre fonds commun de culture —, multipliaient les objections, d’ailleurs valables, les restrictions sceptiques, les mises en garde contre les « mystiques de l’union ». Ils nous adjuraient de respecter nos valeurs nationales et locales, qui leur paraissaient les plus sûres ; insistaient sur les nuances et les difficultés, et les valorisaient tantôt avec ferveur, tantôt avec une sorte d’irritation morale à l’endroit de ceux — je ne sais lesquels d’ailleurs — qui voudraient tout mêler, tout uniformiser ou peut-être tout régenter, et l’on sait que la culture y répugne… Les spécialistes déclaraient que l’union, sans doute souhaitable dans les autres domaines, n’avait guère de sens dans le leur, et que les mesures proposées étaient au moins prématurées, à moins qu’elles ne fussent trop tardives. Tant qu’à la fin l’on se trouvait amené à se demander, et l’on se demandait en effet, si l’expression de culture européenne correspondait vraiment à une réalité ou n’était qu’un slogan de primaires exaltés.

Certes, il n’est rien de plus européen que ces doutes et ce scepticisme, cette manière de se remettre en question, de se distancer du lieu commun, d’insister sur ce qui diffère. Rien de plus typique d’une civilisation qui n’a pas développé par hasard les notions parallèles d’*originalité* et de *caractère national*, et dont les bons esprits ont toujours cultivé une espèce de passion de différer, jusqu’à tenir leur différence pour l’essentiel, quitte à négliger le banal, ce qui est admis par tous et qui va donc sans dire : j’entends par là ces évidences communes qu’il s’agissait précisément pour nous de dégager, de souligner, de dire… Rien de plus européen, je le répète, qu’une telle attitude de l’esprit. Mais ceux qui l’adoptaient se rendaient-ils bien compte qu’ils illustraient par là l’un de ces grands traits communs qu’ils étaient occupés à mettre en doute ? Le *goût de différer* n’est-il pas justement ce que l’immense majorité des hommes d’Europe ont en commun, — et ce qui les distingue, à première vue, non seulement de l’homme soviétique mais du sage asiatique et de l’Africain magique ?

[[p. 4 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Vers la fin de nos entretiens, je notai cette définition : l’Européen ne serait-il pas cet homme étrange qui se manifeste comme Européen dans la mesure précise où il doute qu’il le soit, et prétend au contraire s’identifier soit avec l’homme universel qu’il imagine, soit avec l’une des composantes locales du grand complexe européen, dont il révèle ainsi qu’il fait partie par le seul fait qu’il le conteste ?

Je suggère au lecteur de se souvenir parfois de cette définition à peine impertinente, en lisant les chapitres qui suivent : son sourire me donnera raison.

[[p. 5 ms]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_04.jpg/full/full/0/default.jpg) ⁂

Né de ces circonstances — de Strasbourg contre Rome, pour tout dire d’une manière simplifiée — le bel et dense ouvrage que l’on va lire porte les marques très sensibles de l’humeur jalousement objective qui prévalent dans nos derniers débats, et du tempérament de l’auteur : ce dernier déclara d’entrée de jeu qu’il était fort loin de partager les illusions du « mysticisme européen » : il s’agissait en somme de le convaincre que les termes d’Europe, d’union, et de culture, mis ensemble, pouvaient *make sense*. Nous fûmes assez sportifs pour nous féliciter d’un tel *challenge*, et l’on va voir, je crois que nous n’eûmes pas tort.

Ce qui fera la faiblesse du livre aux yeux des militants dès longtemps convaincus, doit faire sa force aux yeux des autres. Nul parti pris « européen », bien au contraire ! Plutôt un parti pris de ne céder jamais qu’aux évidences les mieux documentées, et de n’admettre l’unité européenne, et les mesures d’union qu’elle permet, que s’il n’est plus aucun moyen de les éviter. D’où, je l’espère, une force convaincante qu’on ne saurait attendre d’aucune prédication. On s’adresse au vaste public des hésitants et des méfiants : on n’essaye pas de les pousser, de les « avoir » par l’éloquence ou le sentiment, de les entraîner malgré eux ; ni de les duper « pour leur bien ». On leur présente un dossier sobre et détaillé, et l’on est sûr par le souci de ne négliger aucune des objections possibles, loin de vouloir les minimiser ou même d’y répondre à tout prix. Quant au lecteur qui ne partagerait pas certains des jugements de l’auteur, il trouvera dans cette somme de quoi les rectifier : je ne vois pas de meilleur éloge à faire d’une œuvre scientifique.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Ceci dit, qu’on me permette d’agiter ma sonnette une dernière fois : je voudrais dire ici ce que je n’ai pas pu dire, pas pu défendre avec assez de partialité pendant les dix journées de nos débats. Je voudrais dénoncer les chicanes inutiles et les objections malicieuses que multiplient les adversaires, avoués ou non, de notre union, partisans d’un nationalisme qui se déguise souvent en mondialisme. Ce faisant, je penserai moins aux débats de Strasbourg qu’aux écrits et discours qui nourrissent aujourd’hui la polémique générale sur l’Europe et sur « l’idée européenne ».

1. Il suffit de s’éloigner de l’Europe dans n’importe quelle direction pour sentir la réalité de notre unité de culture. Aux USA déjà, en URSS sans hésiter, en Asie au-delà de tous les doutes possibles, les Français et les Grecs, les Anglais et les Suisses, les Suédois et les Castillans sont vus comme des Européens : il doit y avoir à cela quelque raison. Tout bien considéré, je n’en trouve pas de meilleure que cette fameuse communauté de culture qui échappe si facilement à nos définitions, mais si difficilement au regard des autres. *Vue du dehors, l’Europe est évidente*. L’histoire que nous vivons la définit avec une précision qui ne pardonne pas : celle du ressentiment, de l’envie, voire de la haine, plus souvent je le crains, que celle de l’amour. Les Afro-Asiatiques et les Arabes savent trop bien ce qu’elle représente : l’entité qui *seule* les rassemble dans une hostilité sans doute ambivalente, mais commune. On me dira qu’il est bien « dangereux » d’écrire cela, je réponds qu’il est plus dangereux de vouloir ignorer Bandung.

2. J’ai cru remarquer que ceux des Européens qui insistent avec le plus d’emphase sur la nature universelle de nos problèmes, et partant de là, dénient toute personnalité économique, sociale ou scientifique à l’Europe qu’il faudrait unir, sont bien souvent les mêmes qui, faisant demi-tour, déclarent qu’on ne peut unir notre vieux continent à cause des profondes différences qui séparent nos nations depuis des siècles. Il n’y aurait donc, à les en croire, pas de différences bien notables (dans le domaine de leur spécialité) entre l’Europe et le Congo ou le Cachemire, tandis qu’il y en aurait d’insurmontables entre les Britanniques et les Français, entre ceux-ci et les Allemands, etc.

Un même mouvement de ces esprits les porte à effacer les différences continentales, mais à exagérer les contrastes locaux. On sauve ainsi [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_06.jpg/full/full/0/default.jpg) l’utopie mondialiste et les réalités nationalistes, mais on sacrifie en passant notre tâche créatrice dans l’histoire, qui est l’union nécessaire de l’Europe. (Je ne parle pas là de politique, mais seulement de formes d’esprit et de mécanismes d’évasion intellectuelle.)

3. L’argument des contrastes séculaires, invoqué sans fatigue contre l’union de l’Europe, n’est qu’une étourderie aux yeux de l’historien et de l’observateur des cultures, mais c’est un dernier refuge pour les nationalistes. Or il se trouve que l’argument, précisément, n’est pas soutenable au plan de la nation. Comment le serait-il donc au plan de l’Europe entière ?

On nous dit que les contrastes entre Allemande et Français, Insulaires et Continentaux, Suédois et Grecs (pour ne parler que de géographie, d’histoire récente et de modes de vie, mais il y a les religions, l’économie, les formes politiques, etc.), interdisent toute union politique, et font douter d’abord de l’unité de culture qui donnerait une assise à cette union.

Mais 1°. Les différences de langue, de religion, de « race », de coutumes et de niveau de vie entre Bretons et Languedociens, Frisons et Bavarois, Piémontais et Siciliens, pâtres catholiques de l’Appenzell et banquiers protestants de Genève, n’ont pas empêché l’unification nationale de la France, de l’Allemagne, de l’Italie et des cantons suisses, — pas plus que cette unification, d’ailleurs, a supprimé ces différences. (Encore que les écoles d’État s’y soient efforcées depuis un siècle : or personne n’a jamais attendu rien de pareil d’un État fédéral européen.) Ainsi l’obstacle qu’on pose à l’union de l’Europe, et les dangers qu’on redoute de cette union sont également imaginaires, comme le prouve l’expérience de la *nation* elle-même, au nom de laquelle on refuse l’union.

2° Si pittoresques et voyants que soient les contrastes entre Suédois et Grecs, par exemple, il n’en reste pas moins qu’un Suédois lisant Kazantzákis, un Grec lisant Selma Lagerlöf, un Français et un Allemand lisant ces deux auteurs, y prendront à fort peu de choses près le même plaisir, parce qu’ils y reconnaîtront les mêmes passions, les mêmes souffrances, les mêmes espoirs et les mêmes doutes, et malgré tout ce qu’il serait tellement facile de dire, la même foi dominant l’arrière-plan millénaire sur lequel se détache la dignité de l’homme.

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_07.jpg/full/full/0/default.jpg) 4. Quantité de publicistes découvrent — et cela dure depuis des années — que l’Europe n’exista pas comme entité géographique et historique, car ses frontières n’ont pas cessé de se déplacer au cours des temps. Elle ne serait donc définissable que par sa culture, qui ne l’est guère. Conclusion : il n’y a pas d’Europe, et si l’on en veut une, il faudra l’inventer. Ce qui ne facilite guère l’œuvre d’union…

Ainsi jouent les sophistes, et le lecteur s’inquiète : il sent vaguement qu’il est en train de se laisser prendre dans une problématique artificielle, sans nul rapport avec le drame qui vient. Au vrai, tout cela n’a de sens que pour les professeurs. Ceux-ci doivent circonscrire exactement l’objet d’un éventuel enseignement ; s’ils n’arrivent pas à le définir, ils le réputent inexistant selon les normes académiques. Ce légitime souci des pédagogues devient chez les écrivains libres une méthode d’obstruction, consciente ou non. Le « préalable » d’une définition historique et géographique, occasion de discours permettant de surseoir au débat sur l’avenir immédiat de l’Europe, fournit à nos intellectuels l’équivalent du procédé parlementaire connu sous le nom de *filibuster*. Je n’en citerai qu’un exemple qui me tombe sous les yeux pendant que j’écris[[13]](#footnote-13). Bien qu’auteur d’une *Histoire de l’Europe*, M. Berl estime aujourd’hui que l’Europe n’est pas une entité, mais une pure et simple « expression ». En effet, selon le thème connu, « elle ne se localise guère mieux dans le temps que dans l’espace… On a voulu que l’Empire romain fût une première ébauche de l’Europe. Mais il excluait Francfort, Copenhague, Amsterdam. Spengler tient que l’Europe débute avec le Saint-Empire romain germanique, mais celui-ci excluait toute l’Espagne, tous les Balkans, toute l’Europe de l’Est. La naissance de l’Europe ne nous est pas mieux connue que ses limites ».

L’Europe ne serait-elle donc pas née du tout, parce qu’on ne s’accorde pas sur sa date de naissance ? Mais le même raisonnement conduirait à douter de l’existence de la Suisse, par exemple. Les historiens font remonter sa naissance au Pacte du Grütli, conclu par trois cantons en 1291. Cette alliance « excluait » à peu près les neuf dixièmes de la Suisse actuelle. Tout comme la France d’avant Philippe-Auguste « excluait » la [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Bretagne, l’Alsace, le Languedoc, la Provence, la Bourgogne et la Champagne. C’était tout de même la Suisse, c’était la France ; réformez vos catégories pour les faire correspondre au réel, car il s’agit maintenant de sauver ce réel, et non pas d’ergoter sur sa définition.

En privant le concept Europe de son passé, on ne tend à rien de moins qu’à miner son avenir, et l’on déprime l’élan vers l’union nécessaire, au lieu de bien montrer ses fondements légitimes dans l’ancienneté de sa conscience commune.

5. Au sujet de la naissance de l’Europe, vingt théories s’affrontent inutilement je le crains, car il en va d’une civilisation, d’une culture et même d’une nation, à peu près comme d’une œuvre d’art : est-elle née de ce jour où l’on a fait son plan, ou reçu sa commande, ou senti son climat ? Ou de cette heure où fut écrite la première page, posée la première touche, noté son premier accord ? Ou plutôt de l’instant d’une intuition précise, plusieurs années auparavant ? Ou n’aurait-elle pris forme et nom qu’à mi-chemin du travail entrepris, qui a soudain changé de sens et trouvé son vrai sens ? Il importe assez peu, l’œuvre est là.

Depuis quand parle-t-on de l’Europe ? S’agirait-il d’une invention de Victor Hugo, voire des fédéralistes de notre temps, comme certains l’ont finement supposé ? Une cantate peu connue de Beethoven, composée pour le congrès de Vienne, s’intitulait pourtant *L’Europe est née !* Montesquieu, et Leibniz avant lui, mettent l’Europe au-dessus de leur « nation ». Mais l’adjectif *Européen* est d’un usage bien plus ancien : il paraît pour la première fois au lendemain de la bataille de Poitiers (732) dans l’œuvre d’un clerc espagnol continuant la chronique d’Isidore de Beja. L’auteur y qualifie d’*Europenses* les vainqueurs de ces grandes journées, et « répète avec complaisance ce nom qui indique l’éveil d’un sentiment nouveau »[[14]](#footnote-14). Cependant, la prise de conscience d’une entité européenne ne peut être attestée à l’aide de documents qu’à partir de l’an 1300 : les premiers portulans, ou cartes maritimes, écrit M. Denys Hay, « constituaient des cartes de l’Europe en tant que telle, et (ce qui est encore plus important) ils étaient le témoignage de [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_09.jpg/full/full/0/default.jpg) l’intérêt porté au caractère culturel et politique des terres dont ils décrivaient les côtes »[[15]](#footnote-15). Mais pour voir les vocables « Europe » et « européen » entrer dans le vocabulaire courant, il faut attendre les xive et xve siècles, époque où la chrétienté perd nos prolongements proche-orientaux, occupés par les Turcs, et tend ainsi à se confondre avec l’Europe géographique, cependant qu’à l’inverse les premiers humanistes commencent à distinguer les deux concepts de *Christianitas* et d’*Europa*. C’est enfin dans les œuvres d’un homme qui fut d’abord grand humaniste sous le nom d’Æneas Silvius Piccolomini, puis grand pape sous le nom de Pie II, que l’Europe se voit définie, face à l’Islam de Mahomet II, comme l’*héritière chrétienne* de *Rome* et de la *Grèce*. Chacun sait la fortune que devait connaître cette définition de l’Europe par ses trois sources principales, reprise naguère avec éclat par Valéry.

6. Mais les nations sont venues se constituer, à partir du xviiie siècle. On nous rappelle, non sans aigreur ni sans dédain, qu’elles sont la vraie réalité. Que dis-je, on les déclare même « éternelles » dans la prose poétique des banquets et des éditoriaux du temps de guerre. Passons sur ces excès, voyons la thèse elle-même, et le jugement qu’elle implique sur la « réalité ».

On a souvent tenté de nier l’existence d’une vraie « culture européenne », en arguant non seulement de ce qu’une pareille culture est difficile à définir, mais de la complexité de ses origines et de l’importance des influences extracontinentales qu’elle a subies. Ces arguments prennent toute leur force contre le concept de « cultures nationales », apparu au xixe siècle. Qu’as-tu que tu n’aies reçu ? dit l’Europe aux nations. Elles seraient bien en peine de répondre. Spécifiquement européenne ou non, la culture des Européens est tout de même plus ancienne que notre découpage en 26 ou 27 États-nations, dont on attend encore qu’ils définissent la soi-disant autonomie de *leur* culture. En vérité, sur ce plan-là, nulle réalité créatrice ne se confond avec les limites accidentelles et souvent fort récentes d’un de nos États. Mais sur les autres plans, qui ne voit du premier coup que les réalités décisives ont cessé d’être « nationales » au xxe siècle ?

[[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_10.jpg/full/full/0/default.jpg) Notre économie, nos techniques, se développent en dépit des nations, qui ont au plus le pouvoir de les freiner en paralysant les échanges. Quant au plan politique : on a vu récemment ce que valaient à l’épreuve les fameuses « souverainetés » que nos ci-devant grandes puissances refusaient de sacrifier sur l’autel de l’Europe. Que l’idée nationale soit forte encore, il serait absurde de le contester : elle ne peut rien sauver, mais elle pourrait tout perdre. Gardons-nous de la sous-estimer ! Mais gardons-nous aussi de confondre plus longtemps ce mélange de lyrisme et d’émouvants souvenirs, d’orgueil injustifié et de vrai patriotisme, avec le réalisme politique. La patrie n’est pas la nation, elle est en général beaucoup plus petite. La nation culturelle n’est pas l’État, elle est en général beaucoup plus grande. Et si l’on confond tout, patrie, État, nation, spirituel, culturel et politique dans les limites d’un même cordon douanier et du pouvoir d’une même police, on obtient finalement ce qu’on mérite, j’entends l’État totalitaire.

Il reste, hélas, qu’aux yeux de beaucoup d’intellectuels, la nation cache l’Europe comme l’arbre la forêt. Je dirai plus : l’Européen demeuré nationaliste au fond de son cœur, me paraît comparable à un arbre qui s’obstinerait à mettre en doute l’existence même de la forêt. (« Sait-on bien où elle s’arrête ? Sait-on quand elle est née ? Et combien d’arbres il faut pour former une forêt ? J’ai mes racines, voilà qui est vrai, le reste est mythe… »)

N’est-il pas temps de faire voir à ces nationalistes qu’une Europe fédérée serait seule on mesure de sauver le concret de nos vies nationales, et n’en « sacrifierait » que l’illusoire, j’entends ce qui est déjà perdu de toute façon et qui ne pourrait être récupéré — pour autant que ce soit désirable — qu’au niveau de la fédération : la souveraineté peut-être (si elle est le droit d’un groupe à faire ou à ne pas faire la guerre quand il l’entend) ; la prospérité sans doute (si elle traduit un mieux-vivre, et non pas simplement le résultat matériel d’un effort humainement abrutissant) ; l’indépendance assurément (si elle est le pouvoir de ne pas subir la loi d’une puissance étrangère)…

Tout cela suppose le développement ou le réveil d’un sentiment trop faible encore dans tous nos peuples : celui d’appartenir à un ensemble humain plus vaste, plus ancien, et plus fort désormais que ne l’est aucune de nos nations. Or cet ensemble humain n’est encore, aujourd’hui, qu’un fait de « culture » au sens large. Prendre conscience de notre appartenance à cette [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_11.jpg/full/full/0/default.jpg) communauté de culture, c’est la condition nécessaire de l’union supranationale et de l’allégeance qu’elle requiert. Mais la condition suffisante sera donnée par d’autres efforts.

9. Nous débouchons ici dans le domaine politique, qui n’est autre, à mon sens, que celui des *moyens* d’ordonner l’existence d’un groupe humain. Or un tel groupe ne saurait être défini par son cadre institutionnel, mais par un style de vie, un système de valeurs, un certain sens donné au fait de vivre, à l’amour, à la mort, aux relations entre humains, à la matière, au corps, à l’esprit, et au temps, — en somme, par une *culture*, au sens où j’emploie le mot.

Entre la politique et la culture, conçues comme on vient de l’indiquer, le rapport devrait être analogue au rapport entre forme et contenu.

Une politique d’union ne devient possible que s’il y a tout d’abord communauté de culture entre les hommes qu’elle envisage d’unir. Cette politique, ensuite, ne sera valable que si elle exprime, traduit, et tend à préserver ce qu’il y a de créateur dans cette communauté.

J’en conclus que la forme politique que devrait revêtir une union authentiquement européenne, ne saurait être que *fédéraliste*. En effet, nos diversités constituant le ressort principal de notre créativité, dans la mesure toutefois où elles ne s’isolent pas ni ne se mélangent indiscernablement, mais demeurent en tension, — autonomes et reliées. Cet équilibre dynamique, toujours risqué, cet art empirique et subtil de louvoyer entre le Charybde du particularisme étroit et le Scylla du centralisme niveleur, c’est le secret de la santé européenne.

Ici, culture et politique se joignent dans la seule et même exigence d’une union fédérale de nos peuples.

⁂

J’osais me qualifier au début d’Européen partial : faut-il m’en expliquer ? Pendant la séance de clôture de la table ronde de Rome, au Capitole, j’eus l’occasion de tenir le propos que voici :

On compare volontiers notre Europe à Byzance. Cet empire qui sombra pour toujours il y a cinq siècles exactement, avait cessé de vivre son grand rôle historique dès l’an 1204, où l’armée des croisés pilla sa capitale et viola son sanctuaire. Chute immense, dont la cause directe fut le refus d’un sacrifice minime.

[[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19570221beloff_12.jpg/full/full/0/default.jpg) Les croisés, débarqués devant Constantinople, exigeaient un tribut avant de s’éloigner : 10 millions de francs-or, environ. L’empereur en versa la moitié, puis se mit à pleurer misère. Les riches ne l’aidèrent point, se disant tous ruinés, et refusant de faire le pool patriotique des faibles sommes qui iraient assurer leur salut. L’assaut fut décidé après des mois d’attente. Byzance fut mise à sac. Les produits du pillage s’élevèrent après trois jours à plus de 100 millions, sans compter le trésor inestimable des œuvres d’art et des objets sacrés, dilapidés ou « réquisitionnés ». Les richesses de Byzance, enfin « mises en commun » furent emportées par l’occupant.

Il dépend de vous, Messieurs de la Table ronde, il dépend d’efforts comme le vôtre, il dépend de nous tous Européens, d’écrire une autre Histoire pour une Europe nouvelle.

# [ddr19580800ll] Liberté et littérature (août 1958)[[16]](#footnote-16)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_01.jpg/full/full/0/default.jpg) 1. La liberté est un problème pour l’homme d’aujourd’hui :

a) parce que, dans son sens philosophique, elle est mise en question par une conception généralement scientiste et parfois même scientifique du monde et de l’homme : déterminisme statistique, psychanalyse, cybernétique, conditionnement des réflexes et de la pensée.

b) parce que, dans son sens politique, elle est brutalement reniée par les régimes totalitaires, mais en même temps développée au maximum par les pays de l’Ouest européen et américain.

Je mettrai ici entre parenthèses le débat sur le libre arbitre (la liberté philosophique de l’homme). Rien n’est démontrable dans ce domaine. Tout est affaire de pari, ou mieux, de choix. Léon Chestov disait : on se dispute pour savoir si l’homme descend du singe ou s’il a été créé par Dieu : on a raison des deux côtés. Ceux qui prétendent qu’ils descendent du singe, en descendent réellement. Ceux qui prétendent [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_02.jpg/full/full/0/default.jpg) avoir été créés par Dieu, ont été créés par Dieu.

Mon sujet sera b), c’est-à-dire : *les relations entre la liberté d’expression et la littérature*.

2. Si l’on considère l’histoire de la culture occidentale, on voit se dégager une sorte de loi : *les périodes de tyrannie maxima correspondent aux périodes les plus basses de la littérature*.

Exemples modernes : la terreur jacobine, Napoléon, Hitler, Staline. Durant de telles périodes, tout ce qui reste vivant parmi les écrivains se tait, ou choisit l’exil, car la répression et la censure équivalent alors à la peine de mort, qui est la fin de l’espoir humain.

Mais le contraire n’est pas nécessairement vrai : *on ne peut pas affirmer que les périodes de liberté maxima correspondent aux périodes les plus hautes de la littérature*.

Je mets en fait que notre époque connaît un degré de liberté politique et sociale jamais connu dans toute l’histoire humaine. Les écrivains contemporains, à l’Ouest, ont le droit de tout dire, en usent et en abusent. Pratiquement, ils peuvent défendre sans risques sérieux le vol, le viol, l’assassinat, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_03.jpg/full/full/0/default.jpg) le divorce, l’inceste, et toutes les perversions sexuelles, politiques ou psychologiques imaginables. Ils peuvent attaquer sans risques sérieux l’Église, l’État, le régime, la police, la morale, la famille, la propriété, le percepteur, les douanes, l’uniforme, le drapeau et même la souveraineté nationale. Et ils le font.

Cependant, ces mêmes écrivains nous parlent d’une crise de la littérature, d’un épuisement du roman (qui est justement le genre le plus « libre »), de la dissolution des formes, de l’évanouissement des sujets, etc.

Donc : au maximum de liberté d’expression qui ait jamais été atteint par l’humanité correspond le maximum de décadence des formes, de l’idée de forme en soi, et du style. *Tout se passe comme si la réalité et l’objet même de la littérature s’affaiblissaient, disparaissaient, en même temps que s’affaiblissent et disparaissent les résistances extérieures à la libre expression.*

3. Entre ces deux extrêmes de tyrannie totalitaire et de liberté sans frein légal, on constate que *les hautes périodes de la littérature ont presque toujours correspondu à des périodes de tyrannie tempérée, mitigée, « éclairée »*, c’est-à-dire à des périodes de censure politique, religieuse, morale, sociale, mais de censure qu’on pouvait encore tromper et tourner.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Exemples : le siècle de Louis XIV, les principautés allemandes (très peu « démocratiques »), l’ère victorienne. Chacune de ces époques a créé son style (classique, romantique, romanesque). Les écrivains y ont joué un rôle novateur, souvent politique, toujours éthique. Ces époques n’ont pas mis en question la réalité, l’objet et le sujet de la littérature. La liberté n’y était pas un problème ; chacun savait qu’elle consistait à lutter contre des entraves réelles, dogmes et tabous. Elle était donc une activité libératrice autant qu’ordonnatrice. Elle était attaquée ou aimée comme telle.

4. Ici pourrait se placer un essai (qui reste à écrire) sur *le rôle créateur de la censure*.

Quelques exemples.

a) La poésie européenne vient des troubadours, qui empruntèrent formes et thèmes aux poètes arabes d’Espagne, inspirés par la mystique des soufis (ixe-xiie siècles). Les soufis croyaient, contre l’orthodoxie de l’islam, que l’homme (fini) peut *aimer* Dieu (infini). Dans leurs poèmes ésotériques, l’éloge du vin (interdit, mais moins gravement) représente l’ivresse mystique ; tandis que la Dame aimée représente la [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_05.jpg/full/full/0/default.jpg) divinité. Notre poésie est née de cet ensemble de procédés rhétoriques inventés pour tromper la censure religieuse.

b) Rabelais, pris entre la censure catholique et la censure calviniste, écrit un vaste pamphlet politico-religieux, *Pantagruel et Gargantua*, en se cachant derrière une façade de grosses plaisanteries : fantaisies verbales qui « tirent l’œil », et en désignant les grands personnages de l’époque par des noms qui sont des « mots porte-manteau » à la Lewis Carroll et à la Joyce, jouant sur les surnoms des héros traduits en hébreux et en grec.

c) Swift déguise en aventures de « science-fiction » avant la lettre un pamphlet politique sur l’Angleterre et son temps.

d) Voltaire, dans la centaine de ses petits écrits anonymes et pseudonymes, qui sont le meilleur de son œuvre, fournit un catalogue complet des moyens de tout dire sans être passible de la censure et de la prison.

e) Ernst Jünger, dans *Auf den Marmorklippen*, réussit à dire ce qu’il pense de Göring et du régime hitlérien sans se faire exécuter.

On pourrait citer également Dante, Pascal et ses *Provinciales*, Montesquieu et ses *Lettres persanes*, Pasternak et son *Docteur Jivago*, etc., etc.

La censure oblige à inventer des formes nouvelles pour [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_06.jpg/full/full/0/default.jpg) dire ce que l’on a à dire ; elle oblige donc à y croire plus fermement, d’une manière plus militante ; elle oblige au courage et à l’invention.

Et il faut bien en venir au mot *courage* si l’on veut parler d’une liberté réelle.

5. Mon intention n’est pas de demander le rétablissement de la censure ou de tyrannies modérés : car il n’y a plus de modération possible aujourd’hui, vu les moyens techniques dont dispose l’État (ou le parti au pouvoir). Et dès que l’on cède si peu que ce soit des libertés conquises, on accepte la dictature. Mais je constate que la vitalité de la littérature est liée à l’existence de certaines résistances provoquant au courage, à l’invention, au combat libérateur. Je constate qu’aujourd’hui, dans nos pays de l’Ouest, il n’y a plus de résistances extérieures sérieuses à la liberté d’expression. Et que la littérature, au lieu de profiter de cette liberté, se demande si elle a encore quelque chose à dire, si elle peut encore le dire avec les mots, les phrases, les procédés de composition utilisés jusqu’ici, si elle a encore un objet et des sujets. (Grand problème de l’avant-garde littéraire en France, pour les romanciers surtout.)

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_07.jpg/full/full/0/default.jpg) J’en déduis donc que la littérature créatrice se définit essentiellement comme *libératrice*, et non pas comme « libre d’entraves » ; se définit par une action libératrice militante, et non pas comme jouissance de libertés toutes faites. Elle est libre non pas dans la mesure où elle a le droit de dire n’importe quoi, en vertu d’une permission donnée de l’extérieur, mais dans la mesure où elle se donne elle-même le droit (à ses risques et périls) de dire certaines choses, à un certain moment historique, sur un certain ton personnel, communiquant ainsi à ses lecteurs le courage dont elle est née, et la contagion libératrice de l’acte même de sa création.

6. La question n’est plus de savoir quelles résistances la littérature doit abattre, mais quelles résistances elle doit se refaire, ou se choisir pour les combattre, dans nos sociétés politiquement très libres.

La lutte contre les résistances traditionnelles, les routines, les préjugés sociaux et moraux qui subsistent encore dans de larges milieux, ne peut plus donner qu’une littérature traditionnelle, routinière, peu ou point du tout créatrice.

Les résistances « valables », si je puis dire, que rencontre la création, et qui la stimulent, sont nouvelles. Nous devons d’abord les déceler et les définir, et c’est sur elles, [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_08.jpg/full/full/0/default.jpg) contre elles, que l’écrivain doit et peut s’appuyer.

La plus immédiatement visible est de nature économique. Nous autres écrivains modernes, *nous pouvons tout dire, c’est entendu ; mais tout ne se vendra pas, nous rappellent nos éditeurs*. Ils nous conseillent d’écrire un roman, si nous sommes essayistes, ou d’écrire un roman du genre qui est censé se vendre, si nous sommes romanciers. Or nous avons d’autres sujets en tête et un autre style. Ici, le courage redevient nécessaire. Car la *liberté de l’écrivain, c’est le courage d’écrire selon sa vocation*, et non pas selon la conjoncture commerciale ou la mode de l’intelligentsia de telle année ; selon sa vérité, non pas selon les conditions actuelles du succès de vente ou du prestige (politique) immédiat.

7. Mais surtout : dans une époque où tout est permis, *l’action libératrice de la littérature consistera à recréer un ordre*, c’est-à-dire des limitations et des structures contraignantes — au lieu de continuer à abuser du désordre ou à le décrire avec la sombre complaisance sadomasochiste des existentialistes et néoréalistes d’hier et d’avant-hier.

Le courage, condition de la vitalité de la littérature, consistera désormais à dire, à montrer, à illustrer, ce qu’il faut exiger de l’homme, ce qui peut surmonter l’humain (Nietzsche) ou mieux : ce qui ordonne l’homme à des buts plus humains, — et [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19580800ll_09.jpg/full/full/0/default.jpg) non seulement ce qui le défait.

⁂

En résumé : la vraie liberté de la littérature ne peut lui être donnée ou garantie utilement par l’État. Elle consiste à *inventer l’homme en le décrivant en avant de lui-même*, tel qu’il peut devenir quand il libère en lui des forces encore inconnues et auxquelles il n’aurait jamais osé croire par lui-même.

Si la littérature redevient cela, elle retrouvera aussitôt et automatiquement les résistances et le pouvoir de scandale dont elle a vitalement besoin ; par suite elle retrouvera un style, une forme (toute forme étant la résultante incarnée d’une poussée et d’une résistance), par suite encore elle retrouvera cette *innocence créatrice et militante* qui a toujours marqué les grandes époques.

Écrivons donc ce que nous sommes le seul à pouvoir dire : ce sera notre engagement le plus valable, et le meilleur service que nous aurons pu rendre à la communauté locale ou idéologique sans laquelle nous ne serions pas, mais qui, sans notre action tantôt ordonnatrice, tantôt libératrice, aurait vite fait de nous écraser sous le poids de sa propre décadence.

# [ddr19590000smce] La Suisse, microcosme culturel de l’Europe (1959)[[17]](#footnote-17)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19590000smce_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Le titre même que l’on m’a proposé pour cette causerie est dangereux. Car il peut évoquer tout de suite, dans l’esprit de mes auditeurs, une image très simple — et fausse : l’image d’une Suisse dont la culture serait composée de l’addition de ses cultures cantonales ou régionales, comme l’Europe serait une addition de ses nations, et de ses cultures nationales. Or les 2 termes de cette proposition me paraissent également erronés, pour les raisons suivantes : *primo*, la culture en Suisse n’est pas un phénomène cantonal, et *secundo*, la culture européenne n’est pas née d’on ne sait quel mélange de cultures nationales. Je vous surprendrai peut-être en affirmant clairement que je ne crois pas à l’existence de ces soi-disant « cultures nationales » dont nous parlaient nos manuels scolaires et dont parlent encore les journaux. Je ne crois pas que pour obtenir l’Europe unie, pour obtenir une culture européenne il suffise de brasser ensemble une culture française, une culture allemande, une culture espagnole, une culture polonaise et une culture suisse, par exemple, pour la bonne raison que de telles cultures nationales n’existent pas. Ce qu’on appelle couramment « culture nationale » est un mythe purement verbal. C’est un découpage abstrait pratiqué (selon le dessin des frontières étatiques) dans le grand corps de la culture européenne, laquelle est *beaucoup plus ancienne* que toutes nos nations, sans exception, étant l’œuvre commune de tous les Européens, depuis plus de 2000 ans.

Je voudrais tout d’abord établir ce point, à l’aide de quelques exemples qui, je l’espère, vous convaincront de la vérité de mon affirmation paradoxale en apparence.

Une culture, c’est un ensemble vivant de manières de penser, de vivre et de s’exprimer. C’est un ensemble auquel concourent, par exemple, la musique, les sciences, la peinture et la littérature, le droit et la religion, le folklore et les coutumes sociales. Or, aucun de ces éléments qui composent la culture n’est *national*, par quoi je veux dire qu’aucun d’eux ne peut être étudié en soi et dans son évolution historique, à l’intérieur des frontières actuelles d’un seul des 26 pays qui forment l’Europe.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19590000smce_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Je sais bien que sur la base des manuels d’histoire et de géographie on parle aujourd’hui couramment de la peinture française, de la musique allemande, de la science russe, ou que sais-je, du folklore danois, bâlois ou hollandais. C’est absolument courant, et c’est, je le répète, entièrement faux. En effet : la peinture, la musique, la littérature même — qui tient pourtant de si près aux langues — sont nées dans plusieurs foyers simultanés ou successifs en Europe, se sont transportées d’un de ces foyers à l’autre, d’une région à l’autre, ont circulé à travers toute l’Europe, et *aucune de ces histoires d’un de nos arts, prise en soi, ne coïncide avec les frontières d’aucune de nos nations d’aujourd’hui*. Si vous prenez, par exemple, l’histoire de la musique dans ses grands traits, vous voyez qu’elle commence simultanément à Paris et dans plusieurs foyers de l’Italie du Nord — de ce qui est aujourd’hui l’Italie du Nord et qui n’était pas l’Italie —, qu’elle se transporte dans les Flandres en suivant les grands axes du commerce du Moyen Âge et de la Renaissance ; que de là, elle redescend vers la Bourgogne en se transformant ; que ces transformations reviennent vers l’Italie ; que c’est ensuite dans cette Italie du Nord, Pérouse, Venise que les premiers compositeurs allemands — comme Schütz — viennent apprendre leur métier ; qu’ensuite, le foyer de la musique devient l’Allemagne, au xixe siècle seulement ; que c’est en Allemagne que les Russes viennent apprendre la composition ; et que finalement, au xxe siècle, ce sont des Russes comme Stravinsky (et les ballets de Diaghilev) qui reviennent apporter un nouveau style musical à notre Europe de l’Ouest.

Le périple de la peinture est à peu près le même. Vous voyez que, dans ces deux cas, l’histoire de nos arts ne coïncide nullement avec l’histoire de la nation, et qu’aucune de nos nations actuelles n’a le droit de dire : « La peinture, c’est à moi, et je te laisse la musique si tu veux. »

Quant aux sciences, il serait simplement absurde de vouloir leur accoler un adjectif national. La science, par définition, repose sur des valeurs et des vérifications universelles.

Mais, me direz-vous, qu’en est-il de nos langues ? Ne définissent-elles pas des ensembles culturels nationaux ? Beaucoup de gens s’imaginent en effet que nous parlons, nous les Européens, autant de langues que nous avons de nations, ou à peu près ; que la nation est définie d’abord par une langue ; et que d’autre part, il y a identité entre langue et culture.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19590000smce_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Il suffit de répondre, sur ce point, par quelques observations absolument élémentaires que vous pouvez tirer de n’importe quel dictionnaire. En France, par exemple — et la France est le type même de la nation —, on parle au moins sept langues différentes. On parle le français de l’Île-de-France, devenu langue officielle de l’État depuis 1539 seulement, par un décret de François Ier ; mais on parle aussi l’allemand, le flamand, le breton, le catalan, le provençal, l’arabe et l’italien.

En revanche, le français est parlé dans trois ou quatre autres pays que la France.

Et l’allemand ne définit nullement la nation allemande, puisqu’il est parlé dans au moins sept autres pays que la République fédérale allemande. Il est parlé naturellement dans l’Allemagne de l’Est, mais aussi en Suisse, au Luxembourg, en Alsace, en Autriche, dans une partie de la Tchécoslovaquie, dans une partie de la Roumanie et dans une partie de la Pologne, sans oublier une partie du nord de l’Italie.

On ne saurait donc observer aucune coïncidence nécessaire, ou naturelle, ou effective, entre langue, nation et culture.

Voici donc mon premier point bien établi, je crois : il n’y a pas en Europe de cultures nationales ; il n’y a qu’une seule culture commune à tous les Européens, commune par ses grandes origines, qui sont gréco-latines et chrétiennes, et auxquelles se sont mêlés plus tard, dès avant notre Moyen Âge, des éléments celtes, germaniques, slaves et même arabes. Une seule et grande culture commune, variée, certes, nuancée selon les régions et selon les époques, et dont nous sommes tous nourris, et dans laquelle nous pouvons tous puiser librement ce qui convient à nos goûts personnels et à nos traditions locales.

Or, voici l’idée qui me vient : si, moi qui vous parle en ce moment, j’ai toujours eu naturellement cette notion de la culture européenne, une et diverse, variée, mais cependant commune — si je n’ai jamais été victime de l’illusion courante qu’il n’existe en Europe que des cultures nationales, autant de cultures que de nations marquées en couleur sur la carte —, n’est-ce pas tout simplement *parce que je suis né en Suisse*, — et parce que c’est en Suisse que j’ai commencé à découvrir la culture ?

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19590000smce_04.jpg/full/full/0/default.jpg) En effet, nous autres Suisses, nous savons bien qu’il n’existe pas une culture suisse définie par les frontières de notre Confédération, telles qu’elles ont été établies en 1848. Nous savons bien que la culture que nous avons reçue et dans laquelle nous vivons, est beaucoup plus ancienne que notre État fédéral, qui n’a que 111 ans. Politiquement, nous relevons d’un même État suisse, quelle que soit notre langue. Culturellement, nous relevons *directement* de cet ensemble varié qui constitue la culture européenne.

On ne peut donc pas dire — et ici je dois corriger d’une manière importante le titre qu’on m’a proposé — on ne peut donc pas dire que la Suisse, en tant qu’État, représente en réduction la culture européenne, mais bien que *chaque Suisse*, en tant qu’homme de culture, est tout naturellement Européen, résume en lui les héritages variés qui composent la culture de notre continent.

Je dis bien : chaque Suisse, en tant qu’homme de culture, — ce que chaque Suisse doit être, bien entendu ! Je devrais ici vous donner des exemples pris dans nos divers cantons, ou en tout cas dans nos diverses régions linguistiques, l’alémanique, la romande, la tessinoise. Je devrais vous montrer comment un Paracelse, un Lavater, un Gottfried Keller, un C. G. Jung ou un Burckhardt ; un Benjamin Constant ou un Robert de Traz, un Francesco Chiesa, ont été nourris de *plusieurs* traditions culturelles mêlées et combinées, parce qu’ils étaient nés au confluent de diverses écoles, tendances et styles, qui les reliaient naturellement, de proche en proche, à tout l’ensemble européen. Si vous me le permettez, je me bornerai à un seul exemple, le mien, parce qu’il se trouve que c’est celui que je connais le moins mal.

Je suis né à Neuchâtel, et toutes mes traditions familiales, civiques et religieuses sont neuchâteloises. Mais il serait excessif de prétendre que le petit canton de Neuchâtel ait produit à lui seul une culture propre et qui forme un tout cohérent dans le vaste ensemble européen ! Non, Neuchâtel est proche de la France et de l’Allemagne, et participe des courants les plus variés de la culture européenne. Les premières influences que j’ai subies, comme écrivain, étaient évidemment françaises pour ce qui a trait à la langue : Arthur Rimbaud, les symbolistes et les surréalistes, puis Valéry et les moralistes français ont formé mes moyens d’expression. Quant aux idées, je constate aujourd’hui que les influences les plus marquantes sur mon œuvre proviennent d’abord du domaine germanique : les romantiques allemands, puis Goethe, puis les penseurs existentiels, Kierkegaard, Heidegger et Kassner. Au point de vue religieux, je dépendais du [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19590000smce_05.jpg/full/full/0/default.jpg) domaine protestant, qui n’est pas d’origine neuchâteloise, ni même suisse, mais qui est un phénomène européen. Dans cet ordre de choses, ou de pensées, mon maître fut Karl Barth, un Suisse allemand. Plus tard, je me suis nourri des œuvres d’Espagnols comme Unamuno, d’Anglais comme T. S. Eliot, de Russes comme Dostoïevski, puis de mystiques iraniens, hindous ou japonais.

Je crois donc pouvoir dire, aujourd’hui, que je me sens typique non pas d’une culture suisse — qui n’existe pas — mais de ce que la Suisse peut produire dans le domaine culturel : des hommes nourris aux sources les plus diverses de l’héritage européen commun.

J’oserai dire que je vois là, précisément, l’un des grands privilèges des Suisses. Nous nous trouvons être, dans ce pays, quel que soit notre canton d’origine, ou notre langue, directement liés à l’Europe tout entière. Les premiers cantons suisses reçurent leurs libertés non des seigneurs locaux, mais par-dessus leur tête, du seul empereur : leur liberté, c’était ce qu’on nommait « l’immédiateté à l’Empire » (*Reichs Unmittelbarkeit*). Eh bien, il en va de même dans le domaine culturel. Nous sommes, nous Suisses, immédiats à l’Europe, nous ne pouvons être que des Européens, quand il s’agit de culture et non point de politique, de droit de vote ou de passeport. Nous sommes immédiatement européens, et comme *condamnés à l’Europe*, n’étant pas enfermés dès la naissance dans les illusions et les mythes de ce qu’on nomme ailleurs une « culture nationale ».

Et dans ce sens, nous autres Suisses, nous sommes vraiment des microcosmes de la culture européenne — de même que nous pouvons et devons espérer qu’un jour prochain, notre État fédéral, avec ses 25 petits États souverains, mais unis sous les mêmes institutions, apparaitra comme le résumé, le microcosme, d’une Europe renaissante et fortement unie dans ses fécondes diversités.

# [ddr19610600aae] L’automation et l’avenir de l’Europe (juin 1961)[[18]](#footnote-18)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610600aae_01.jpg/full/full/0/default.jpg) La plupart des études sur la technique décrivent des processus, puis se préoccupent du rendement industriel et de ses incidences économiques et sociales, calculent les délais prévisibles de réalisation (presque toujours démentis par les faits) et parfois étudient les effets psychophysiologiques d’une technique sur les techniciens. Bref : ils se demandent *comment*, *quand* et *à quel prix* l’automation, par exemple, se réalisera.

La seule question que j’envisagerai est celle des conséquences à prévoir de l’automation idéalement réalisée dans tous les domaines où elle peut l’être. Cela revient à poser la question des fins humaines de la technique, de ses causes finales, — du *pour quoi*?

I. *L’automation poussée au maximum aboutit à la suppression de la* *condition prolétarienne*, puisqu’elle laisse les occupations mécaniques aux machines, et libère l’ouvrier de « l’esclavage machinique ». Une technique imparfaite a créé le prolétariat. Une technique parfaite peut le libérer.

Marx, en plein xixe siècle, définissait à juste titre l’ouvrier d’usine comme « le complément vivant d’un mécanisme mort ». Il espérait que la lutte des classes, le jeu des crises économiques, et le triomphe du socialisme révolutionnaire conduiraient, après une période de dictature du prolétariat, à la suppression de la condition prolétarienne.

Nous voyons que c’est au contraire la technique elle-même, par son progrès, qui conduit effectivement à cette fin — dont les révolutions faites au nom du marxisme ne nous ont jamais rapprochés. C’est au pays du capitalisme le plus vivant que l’automation a pris son essor.

Quand la « classe ouvrière » aura été dissoute en tant que classe par les effets de l’automation (une partie des emplois étant supprimée, une autre passant au secteur tertiaire, une minorité de travailleurs non qualifiés subsistant seule, et pouvant être d’ailleurs relevée par un service du travail temporaire, analogue au service militaire), la [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610600aae_02.jpg/full/full/0/default.jpg) base du schéma évolutif de Marx aura disparu. Le messianisme prolétarien ne sera plus un mythe exaltant pour les « masses ouvrières » — qui n’existeront plus — mais un souvenir historique, objet de thèses érudites.

II. *Le produit final de la technique automatisée sera le loisir*. De 1890 à 1950, la semaine de travail a passé de 65 heures à 40 heures dans le textile, l’année de travail de 5900 heures à 2000 heures dans les chemins de fer, tandis que la production ne cessait d’augmenter. (Déjà, aux USA, on parle de la semaine de 30 h. Le Russe Sobolev annonçait récemment la journée de 3 h.) Le loisir apparaît ainsi comme un sous-produit de la technique, dont le but immédiat était d’accroître la productivité ; mais en se généralisant et s’étendant notamment à toute la classe ouvrière, grâce à l’automation, le loisir apparaîtra de plus en plus comme le vrai but de l’aventure technique, en Occident.

Ce loisir quantitatif ne peut signifier liberté (et non pas ennui ou chômage) que pour des hommes et des femmes capables de remplir le temps vide du non-travail, de l’occuper en s’occupant eux-mêmes : soit par un travail créateur (artisanal ou artistique), par une seconde profession, ou par un « hobby », soit en vivant une vie intérieure, intellectuelle et émotive plus riche et absorbante. En un mot : loisir fécond égale culture, et suppose éducation générale et généralisée. (Avec un accent énergique sur l’éducation du sens critique, sinon le loisir livrera l’humanité à la publicité et à la propagande, conditionnements collectifs.)

Mais d’autre part, le glissement du secteur secondaire (ouvriers) au tertiaire (« cols blancs », techniciens, employés, fonctionnaires, professions libérales) d’une part toujours plus importante de la population active nécessite une extension et une intensification de la formation professionnelle, technique et scientifique.

Alors de deux choses l’une. 1° Si l’on néglige la culture générale au profit de la formation technique, plus il y aura de bons techniciens, plus il y aura de loisirs possibles (quantitatifs), mais moins les hommes seront préparés à en user. Et d’autre part, la [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610600aae_03.jpg/full/full/0/default.jpg) formation de plus en plus spécialisée, aux dépens de la culture simultanée de toutes les facultés de l’homme (culture dite générale), risque de tarir les sources vives de l’invention et le dynamisme de notre civilisation. Car l’invention technique est moins le fait des techniciens purs que des « amateurs », des esprits aventureux, s’inspirant des spéculations les plus gratuites de la science et de l’imagination, lesquelles sont nourries à leur tour par l’*ensemble* des forces créatrices de notre culture.

Verrons-nous entrer en œuvre, de la sorte, un mécanisme d’auto-neutralisation de la technique ?

2° Si l’on ajoute la formation technique à l’éducation générale, il en résultera un allongement continuel du temps consacré à l’instruction et à la formation, une scolarité prolongée jusqu’après vingt ans (on en parle déjà) puis viendra la formation pratique et professionnelle ; puis la période de travail actif, puis une période de loisirs prolongée par les deux extrémités : l’âge de la retraite tendant à être abaissé sans cesse, tandis que la moyenne de vie s’élève rapidement (prévision pour la fin de ce siècle : 80 ans). La carrière d’un travailleur au xixe siècle était à peu près la suivante : période d’éducation et d’instruction : 15 ans. Vie de travail continu : 35 ans.

Vers la fin de ce siècle, et à supposer que les tendances actuelles se confirment (ce qui n’est d’ailleurs pas certain — à cause du tiers-monde à équiper et à nourrir), on aurait à peu près, pour une longévité moyenne de 80 ans :

|  |  |
| --- | --- |
| Période d’éducation et de formation professionnelle | 20 ans |
| Période de travail actif | 30 ans |
| Retraite (ou période de nouvelle formation et d’activité différente) | 30 ans |

Les problèmes d’éducation (scolaire et postscolaire) et les problèmes de culture (au sens le plus large du terme) seront alors les plus importants, ils intéresseront la plus large part de la vie, et ils se poseront en termes fondamentalement renouvelés, le travail pénible et sa nécessité pour subsister ayant cessé de représenter le « sérieux de la vie » et le but pratique de l’existence pour la majorité des hommes.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610600aae_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Obstacle majeur à la solution raisonnable de ces problèmes : nos habitudes de pensée morales, sociales, économiques et éducatives, conditionnées par des siècles d’effort acharné, durant lesquels le travail figurait à la fois la nécessité fondamentale et le but de l’existence.

III. *La technique, étant le produit le plus facilement exportable de notre civilisation, va modifier les rapports mondiaux d’une manière telle que la fonction de l’Europe dans le monde sera radicalement remise en question.*

Deux constatations préalables :

1° En Europe, le niveau de vie est assez élevé pour que les nouveaux progrès de la technique aient pour résultat principal la création des loisirs ; mais les Européens, conditionnés par une longue hérédité de travail acharné, sont les moins faits pour supporter l’inaction, ou s’y résigner facilement. À leurs yeux, elle est bonne pour les vieux, les incapables, les fainéants, ou les jouisseurs cyniques. Leurs valeurs morales les plus courantes relèvent d’une éthique du travail, non de la sagesse détachée ni de la contemplation.

2° En Afrique et en Asie, le niveau de vie est si bas, relativement à l’Occident, et l’accroissement de la population si rapide, que la technique est d’abord le moyen de lutter contre la famine. Elle sera ensuite le moyen de rejoindre le peloton des retardataires de l’économie capitaliste, — ou le moyen de tenir un rôle assigné dans le monde des États productivistes satellisés par l’URSS et la Chine.

Que les pays du tiers-monde se mettent à l’école de l’Occident, ou qu’ils basculent dans le camp communiste, ils sont tous destinés à traverser une période d’industrialisation et de technique virulente.

Effets de la technique dans ces pays :

1° Grâce aux progrès accomplis par l’Occident, les pays du tiers-monde *pourraient* passer du stade arriéré où ils sont à un stade de productivité très haute, en sautant le stade ouvriériste de notre xixe siècle (grandes villes aux banlieues insalubres, corons des pays miniers, classe ouvrière déshéritée et révolutionnaire).

La mentalité magique, dans beaucoup de ces pays, s’accommodera peut-être mieux des machines automatisées que du travail direct de l’ouvrier sur la nature (mines, creusage de puits, qui risquent de « libérer des dragons » aux yeux des Vietnamiens par exemple).

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610600aae_05.jpg/full/full/0/default.jpg) 2° Les peuples du tiers-monde veulent les résultats de la technique, non ses conditions. Ils ne sont pas prêts à l’effort qu’ont fourni les travailleurs occidentaux durant des siècles, et n’ont pas notre morale de travail. Il semble que leur adaptation au monde technique ne pourra être obtenue que par la force (régimes de dictature communiste), ou en plusieurs générations (éducation à l’occidentale).

Dans les deux cas, ces peuples risquent de perdre leur éthos et leur pathos traditionnels, avant d’avoir pu s’assimiler les nôtres. Un chaos barbare peut en résulter.

Si l’Europe ne se préoccupe pas de ces problèmes, la dernière chance de les résoudre, ou au moins d’atténuer les crises profondes créées par notre technique, sera perdue.

IV. *L’Europe, qui a créé la technique grâce à son éthique du travail et de l’aventure, doit créer maintenant une éthique nouvelle intégrant travail et loisir, productivité et art de vivre (ou consommation).*

Elle le doit d’abord à elle-même et à ses peuples. Pour retrouver et maintenir un équilibre psychologique, l’Européen doit apprendre à ne plus dissocier travail et loisir. Plus le travail est personnel, moins il se distingue du jeu créateur : cas de l’artiste ; plus il est machinal, plus il contraste avec le loisir, et plus il rend l’individu inapte à jouir de son temps libre. L’automation fournit donc les moyens techniques d’un nouvel équilibre humain, mais l’éducation seule pourra le promouvoir.

La culture européenne est faite de tensions innombrables : effort méthodique et aventure, conservatisme et révolution, calcul et passion, droite et gauche, religion et rationalisme, centralisme et régionalisme, esprit de système et individualisme. C’est pourquoi la technique industrielle, née en Europe — et ce n’est pas un hasard —, n’a jamais pu s’y développer sur table rase, comme en URSS et aux USA. Elle a dû surmonter beaucoup de résistances, et s’est donc intégrée *lentement* aux mœurs, aux structures sociales et politiques. Ce fait fondamental différencia l’Europe de toutes les autres régions de la planète ; — et doit permettre à l’Europe de trouver la première la [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610600aae_06.jpg/full/full/0/default.jpg) formule d’équilibre humain entre la productivité et la faculté de jouir de ce qui est produit, l’effort et la détente, la planification et la spontanéité, l’action et la méditation.

Le but de la vie n’est pas de « produire », mais de « bien vivre », et cela suppose un équilibre sans cesse rétabli entre le corporel, l’animique et le spirituel. L’Europe étant la mieux placée pour intégrer la technique et ses dons, doit au monde d’illustrer pour lui cette formule d’équilibre humain.

Nous avons donné au monde le nationalisme, l’esprit de révolution, l’idéal libertaire, et la technique. Il nous reste à donner au monde les « modes d’emploi » de ces produits dangereux, et les remèdes à ces poisons.

Je n’ai fait que poser le problème.

# [ddr19610800de] Découvrons l’Europe (août 1961)[[19]](#footnote-19)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610800de_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Je vais parler d’un continent bien plus mystérieux que l’Asie. Ses habitants eux-mêmes le connaissent mal. Beaucoup, parmi les plus savants, doutent qu’il existe, qu’il forme une unité distincte. C’est qu’ils ne savent comment le définir sans tomber dans les plus curieuses contradictions.

Il n’est qu’une péninsule de médiocre étendue : 4 % des terres du globe, comme le constatent les géographes. Mais il a dominé le monde pendant des siècles.

Il a perdu tout récemment son hégémonie politique, comme le rappellent les historiens. Et cependant sa civilisation devient la plus universelle que l’histoire ait jamais connue.

Il se croit écrasé entre deux grands empires, comme le répètent les journaux. Mais il est, à lui seul, plus peuplé que les deux Grands additionnés.

Il est en train de se faire, comme on le dit à Strasbourg, à Luxembourg et à Bruxelles. Et pourtant il existe depuis des millénaires.

Enfin, c’est lui qui a découvert la Terre entière, et personne n’est venu le découvrir. Il est donc temps de nous mettre à sa recherche, dans le temps de l’histoire comme dans l’espace.

⁂

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610800de_02.jpg/full/full/0/default.jpg) L’histoire de notre Europe, depuis trois millénaires, est celle d’un mythe devenu réalité, et d’un cap de l’Asie devenu centre du monde.

Europe était le nom de la fille d’un roi de Tyr, qui fut enlevée par Zeus lui-même sous la forme d’un taureau blanc. Conduite en Crète, elle y fonda la dynastie des Minoens. Puis son nom fut donné par les Grecs aux terres mal connues du Couchant, et c’était bien le nom qui leur convenait, puisqu’Europe vient sans doute du mot Ereb qui, dans la langue sémitique des Tyriens, veut dire précisément pays du soir.

Cette légende traduit fidèlement le mouvement général d’une civilisation qui se répandit du Proche-Orient vers l’ouest, par les étapes crétoise et grecque, puis dans tout l’Empire romain.

De la conquête des Gaules par Jules César jusqu’aux invasions des Barbares, lentement éduqués par l’Église après la chute de l’Empire de Rome, une première Europe continentale se dessine, comme entité distincte, séparée de l’Orient : elle va de l’Espagne à la Saxe, et de la Sicile à l’Écosse.

Dans quelle mesure est-elle consciente d’elle-même ?

C’est dans une chronique espagnole, relatant la victoire de Poitiers remportée par Charles Martel sur les Arabes, que le terme d’*Européens* apparaît pour la première fois : il désigne l’ensemble des soldats du roi franc, venus de la Germanie, de l’Italie du Nord, des Pays-Bas et de la France actuelle. Et nous sommes à la fin du viiie siècle. Peu après, Charlemagne se fait sacrer à Rome, et devient le premier empereur du continent : les annales de l’époque le saluent sous le nom de « Roi, père de l’Europe ».

Durant les siècles qui suivront, le courant civilisateur venu d’Orient vers l’Occident sera filtré ou arrêté par le barrage de l’islam. Sur la péninsule enfermée entre les Slaves et les Arabes, entre Byzance et l’Océan, les apports civilisateurs si différents, voire si contradictoires, de la Grèce, de Rome et de la Palestine, se combi­neront lentement, difficilement, avec les coutumes germaniques, dans [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610800de_03.jpg/full/full/0/default.jpg) une longue effervescence d’hérésies, de doctrines antagonistes, de luttes sanglantes entre papes et empereurs, communes urbaines et seigneurs féodaux. Du creuset d’alchimiste où s’opère cette synthèse d’une culture originale, des énergies incalculables vont se dégager. Il devient impossible de les comprimer sur le petit cap européen. L’Orient interdit par l’islam, elles ne trouvent pour se déployer que l’espace inconnu de l’Océan. Elles y frayent des voies idéales, où l’imagination s’élance. Les hommes et les bateaux suivront. Et ce sera le départ pour l’aventure mondiale, au matin de Palos de Moguer : découverte des Amériques et de l’océan Pacifique, tour du monde, colonisation pénétrant par les côtes dans tous les continents. Au mouvement de systole du Moyen Âge succède le mouvement de diastole de la Renaissance : il s’étendra sur plus de quatre-cents ans.

Au début de notre xxe siècle, les hommes venus d’Europe dominent sur toute l’Afrique, l’Arabie, les deux Amériques, l’Australasie et les trois-quarts de l’Asie. La Chine elle-même et le Japon n’ont sauvé leur indépendance qu’en s’ouvrant au commerce, aux techniques et aux idées de l’Occident. L’expansion planétaire de l’Europe semble tout près d’unifier le genre humain…

Mais voici qu’au cœur même de ce système mondial de circulation vivifiante éclate une crise presque mortelle. Crise d’un mal qui couvait depuis longtemps, qui se nomme le nationalisme, et qui se traduit par un délire soudain : la guerre de 1914. Dès cette date, l’Europe épuisée, encombrée de barrières intérieures qui paralysent le libre jeu de ses échanges, ne paraît plus capable d’animer son empire. Çà et là, les peuples commencent à contester les droits mondiaux qu’elle s’était arrogés sans scrupules au temps de sa plus grande vitalité. Divisée contre elle-même, elle cesse d’en imposer. Encore une crise sanglante et convulsive, la guerre d’Hitler, suprême accès de la folie nationaliste évoluant vers le stade ultime de la rigidité totalitaire, et c’en sera fait de son hégémonie économique et politique. Vingt [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610800de_04.jpg/full/full/0/default.jpg) ans plus tard, elle a perdu ses colonies, protectorats, zones d’influence, bases et comptoirs, en Afrique, en Asie, et dans le Proche-Orient. La voilà donc réduite à ce qu’elle était au départ de sa grande aventure, réduite à ce qu’elle est sur la carte et même à moins : car elle a perdu la Russie et une dizaine de ses nations de l’Est.

Serait-ce la fin de son histoire et de son rôle d’animatrice universelle ? Beaucoup le croient, beaucoup de ses meilleurs esprits parlent éloquemment de sa décadence fatale. Mais non pas tous !

Car dès le lendemain de la guerre, un mouvement de renouveau se prononce, sous la conduite d’hommes jeunes, issus de la Résistance. Objectif immédiat : fédérer nos patries, éliminer le virus nationaliste qui a fait de nos fécondes diversités des divisions ruineuses pour la santé de l’ensemble. Churchill prête au mouvement son prestige et sa voix. Un Congrès de l’Europe, réuni à La Haye en mai 1948, demande la création d’une Assemblée et la mise en commun de nos ressources. Grâce à l’action prudente de quelques hommes d’État et de grands techniciens de l’économie, un Conseil de l’Europe s’institue à Strasbourg, puis un pool du charbon et de l’acier à Luxembourg. Le plan Marshall permet de redresser l’industrie, les finances et le commerce des pays ruinés par la guerre. Enfin le Marché commun abaisse les barrières entre six nations, grandes et petites, qui forment à elles seules une bonne moitié de la population du continent. D’autres pays — sept jusqu’ici — sollicitent leur entrée dans cette Communauté. L’élan est pris, la marche vers l’union doit nous conduire, sans guerre, à refaire une Europe capable d’assumer sa fonction dans le monde.

Quelle est aujourd’hui cette fonction ?

Certes, l’Europe ne prétend pas recouvrer son hégémonie. Mais elle reste le cœur d’une civilisation qui, pour la première fois dans toute l’histoire, étend son influence à toute la Terre. Elle doit au monde de lui donner les modes d’emploi de ses découvertes techniques et de ses coutumes politiques, sous peine de voir ces découvertes et ces [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19610800de_05.jpg/full/full/0/default.jpg) coutumes se retourner contre elle, ou ruiner des cultures mal préparées à les recevoir. Elle doit au monde d’animer les échanges économiques et culturels dont elle fut, dès la Renaissance, l’initiatrice. Enfin, elle doit au monde de tenir son rang de grande puissance intellectuelle et libérale. C’est pourquoi son union fédérale n’est pas moins nécessaire aux autres qu’à elle-même.

Cette Europe qui a perdu le monde après l’avoir révélé à lui-même n’en demeure pas moins le centre du monde — je compte vous dire une autre fois comment ce fait est démontrable. C’est la terre décisive de la planète.

Plus petite, mais plus dense et plus complexe que tous les autres continents, riche de contrastes, de tensions et de contradictions fécondes, d’anciens trésors insoupçonnés et de nouveautés stupéfiantes, elle attend d’être découverte par des millions d’Européens. Dans son visage infiniment varié, ils liront un profond passé et les signes d’un grand avenir : celui de leur patrie commune.

# [ddr19611100iny] Imagination de New York (novembre 1961)[[20]](#footnote-20)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Toute ville est un piège… plus ou moins efficace, où se prend l’inconscient collectif, un labyrinthe offert à la rêverie des solitaires, errants des rues, claustrés, imaginant de loin. (Qu’elle soit habitable au surplus n’est pas sans agrément pour les gens de passage, ou ceux du petit commerce et des spectacles.)

Toute ville est histoire autant que mythe et formes. L’histoire commence avec les villes. Mais les villes en nous sont l’histoire d’une vision, d’une approche, d’un usage, et d’un amour ou non.

## Vision (du pont d’un bateau, fin septembre 1940).

Dans la brume épaissie, mais lumineuse, des ombres géométriques découpent l’espace aussi haut qu’on peut voir. Nous défilons lentement près de leur base. Des pans de brique rosée, ocrée, légère, s’éclairent dans les profondeurs embuées, montent et fusent comme des orgues, de toutes parts. La « sensation de reconnaissance » m’a saisi. Cette rumeur, cet élan vertical, cet élancement solennel, unanime, c’est New York identique à son rêve. Premiers accords d’une symphonie dont on savait les thèmes par cœur pour avoir étudié la partition, mais voici qu’on l’entend, c’est elle, combien plus vaste, chaleureuse et vibrante !

## Approche I : New York alpestre (octobre 1940)

Personne ne m’avait dit que New York est une île en forme de gratte-ciel couché. C’est la ville la plus simple du monde. Douze avenues parallèles, dans le sens de la longueur, qui est de [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_02.jpg/full/full/0/default.jpg) vingt-cinq kilomètres environ — elles figurent assez bien les ascenseurs d’un grand building — et deux-cent-cinquante rues coupant les avenues à angle droit : autant d’étages. Au milieu, Central Park, rectangulaire. C’est tout, c’est la cité de Manhattan. Mais les faubourgs, au-delà de l’Hudson et de l’East River qui entourent l’île, s’étendent sur des espaces bien plus vastes, îles et plaines reliées par un immense réseau de ponts, de tunnels, d’autostrades surélevées.

Personne ne m’avait dit, non plus, que New York est une ville alpestre ! Je l’ai senti le premier soir d’octobre, quand le soleil couchant flambait les hauteurs des gratte-ciel de cette couleur orangée, aérienne qu’on voit aux crêtes des parois rocheuses alors que la vallée s’emplit d’une ombre froide. Et j’étais bien au fond d’une gorge, dans cette rue de briques noircies où circulait un vent âpre et salubre.

La mer et la montagne se ressemblent partout. Ici, elles se rejoignent et se mêlent. Les grands souffles océaniques, chargés de sel et d’aventure, viennent frapper les « faces » argentées de l’Empire State, du Chrysler, du Centre Rockefeller, de vingt autres de ces sommités célèbres que les New-Yorkais vous désignent comme les Suisses énumèrent leurs Alpes au visiteur qui en contemple la chaîne.

Le vent fou, l’air ozoné et la lumière éclatant très haut dans le ciel sur des parois violemment découpées, c’est un climat que je connais… Mais il y a plus. Il y a le sol qui est alpestre dans sa profondeur. À Central Park, au milieu des prairies, vous voyez affleurer de larges dalles de granit. Autrefois les glaciers sont venus jusqu’ici ! Ils couvraient la moitié de l’île, et la moraine s’étendait bien plus avant. Voici l’un des secrets de la démesure de Manhattan : seules ces assises de granit étaient capables de supporter le formidable poids d’un gratte-ciel de cent étages. Et les blocs erratiques, débités en tranches, polis et luisants comme du marbre, ont été plaqués sur les façades et dans les vestibules des plus riches bâtiments, reliques scellées d’une antiquité souterraine.

À Chicago et Saint-Louis au contraire, sur les plaines d’alluvions ou dans les marécages, les gratte-ciel, déjà, me dit-on, menacent de suivre l’inquiétant exemple de la célèbre tour de Pise.

Bien des aspects physiques et moraux de la cité de Manhattan s’expliquent par ce sol et ce climat. Entre la Prairie proche et l’Océan, ce lieu d’extrême civilisation matérielle demeure hanté par on ne sait quelle sauvagerie des hauteurs ; et ce lieu d’extrême densité humaine demeure baigné dans une atmosphère irrémédiablement désertique. Les Américains des plaines de l’Ouest, venant à New York, ont coutume de se plaindre de l’inhumanité que revêtent ici les rapports quotidiens. Ils pensent, dans leur ignorance, que c’est une ville « trop européenne »… Mais moi je m’y sens contemporain de la *préhistoire* de quelque avenir démesuré.

## [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Approche II : Ville pure (3 novembre 1940)

Entre la Trente-troisième et la Soixantième rue, le cœur de Manhattan c’est la ville pure.

Ici, tout ce que le regard touche et mesure dans les trois dimensions de l’espace, sauf un découpage de ciel mat, tout est fait de main d’homme sur table rase, imbriqué, condensé, superposé, pour un usage massif, exactement prévu.

Plus une trace de campagne primitive ne subsiste, plus un seul coin de terre à nu, et plus une ligne indécise, ni d’eau qui court, ni de feuillage. Tout est pans de brique peinte et de ciment armé, diversement coupés et étagés, asphalte plane, parois de verre et angles droits, circulation horizontale et verticale, intensité suprême de la présence humaine jusqu’à trois-cents mètres du sol. Pour la première fois, je vois une ville aussi purifiée de nature que l’est de prose un objet de mots de Mallarmé.

Paris, Rome, en comparaison, sont d’immenses parcs semés de groupes de monuments. Le site et le paysage y sont partout sensibles. Les rues montent et tournent, épousant les collines. Le sol des plaines environnantes paraît encore à nu dans les cours des hôtels, entre les pavés provinciaux, aux esplanades, aux terrains vagues envahis d’herbes. Les arbres cachent les façades, moutonnent à la hauteur des toits, et la rivière ouvre l’espace, double le ciel, qui règne seul au coucher du soleil.

À New York, la lumière du soir évacue rapidement les rues profondes, remonte au sommet des buildings, se perd dans un dernier éclat d’avion fuyant, et c’est la ville alors qui s’empare du ciel, s’en fait un dôme à sa mesure et le referme sur sa nuit de ville.

## Usage : Beekman Place la nuit (août 1943)

Parallèle à l’East River dont la sépare une rangée d’hôtels particuliers aux façades étroites, cette rue très courte est l’une des rares — j’en connais trois dans Manhattan — qui à la fois ne portent pas de numéro et ne coupent point les avenues à angle droit. Hors série, modèle de grand luxe, elle s’orne d’arbres, de silence et de grands portiers galonnés. Une buée bleue, pendant l’été, emplit cet espace fermé par les hauts bâtiments de la 51e rue, en brique vernie, tous luisants de fenêtres dépourvues d’ornements.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Beekman Place est un de ces lieux où l’exilé s’écrie : mais c’est l’Europe ! parce qu’il y trouve un charme, simplement. Mais quand je la vois du haut de mon douzième étage, en enfilade, petite tranchée d’asphalte et de brique jaune et rose dans un chaos géométrique, c’est bien New York… Si je me retourne un peu sur ma terrasse, voici la perspective de l’hiver jusqu’à Brooklyn.

Un paysage immense de minéral et d’eau. La rivière, sillonnée de remorqueurs toussotants, luit d’un éclat d’étain pâli. Les ponts immenses, vers Brooklyn, font une dentelle d’un kilomètre, toute menue dans la distance. Cheminées, mâts, clochers, usines plates et réclames lumineuses en plein jour. Le seul vestige de nature — car l’eau même est canalisée — ce sont ces trois îlots de granit noir couverts de mouettes, et signalés par deux petits phares dont clignotent irrégulièrement le feu vert — cinq secondes de révolution — et le feu rouge — six ou sept secondes. Tout ce qu’embrasse mon regard, tout est fait de main d’homme sauf les mouettes. Qu’on ne me parle plus des lois économiques et de leurs fatales réalités : car ce sont les réalités d’un monde tout artificiel que nous, les hommes, avons bâti selon nos caprices, nos passions et nos raisons folles. Si nous changions un jour de goûts et d’ambition, ce paysage se transformerait.

Si je me tourne vers le nord, je vois un monde de terrasses, du dixième au trentième étage du River Club, où vivent les milliardaires et les acteurs. Et tout près, ces jardins suspendus où circulent de jeunes femmes en maillot de bain. Elles se penchent sur leurs géraniums, elles ajustent des lunettes noires… Quelques jeunes gens viennent boire un verre, le soir. Un violoniste s’escrime à vingt reprises sur le deuxième Concerto Brandebourgeois, mais deux radios martèlent ce Tchaïkovski qu’on entend siffler dans la rue…

Je me souviens de ce que j’ai sous les yeux : je le vois déjà comme je me le rappellerai, une fois de retour en Europe. J’en connais par avance la nostalgie. Le soir vient dans un luxe américain d’ocres, de roses, d’argents et d’éclats d’or sur les fenêtres des usines. Des fumées traînent, les ponts s’éteignent, le sommet des gratte-ciel se met à luire sous la lune, au-dessus des premiers nuages. Une grande nuit s’ouvre au travail paisible.

D’heure en heure, je me lève et sors. Je me promène sur cette terrasse qui fait le tour de mes chambres blanches posées sur le onzième étage et festonnées de tuiles provençales. La brique est chaude encore sous mes pieds nus. À ma hauteur, et un peu plus bas, et puis beaucoup plus bas, dans les buildings voisins séparés de ma terrasse par un gouffre profond, mais étroit, je vois des couples et des solitaires éteindre et rallumer leurs lampes. Une blonde platinée en peignoir rose ouvre son frigidaire, sort de la glace, ôte enfin le peignoir, il fait trop chaud. Des rires viennent d’une terrasse obscure, un cliquetis de tiges de verre dans les highballs. Je rentre et j’aligne mes mots.

Petits matins déjà doux des terrasses, moments les plus aigus de la vie, au jour qui point, quand toutes choses et les souvenirs d’hier changent de poids et de millésime, quand les mouettes éclosent du rocher, quand les premiers remorqueurs se mettent à souffler fort dans la brume d’été flottant sur la rivière… Une langue de lumière orangée vient râper doucement le crépi des murs bas, sur la terrasse toute voisine. Un autre jour, le même amour, mais le cœur s’ouvre — l’aube est l’heure du pardon délivrant — et je me donne au jour américain !

Sur le grand fond sonore à bouche fermée des usines de l’autre rive, les sirènes des ferry-boats poussaient leur solo de désastre, de faux désastre et d’appel commercial, dans le matin strident de l’East River. Un quadrimoteur argenté passait très haut entre deux tours babyloniennes, l’une phallique, l’autre en Moïse de Michel-Ange. Et sur une terrasse dormante, deux ou trois étages plus bas, quelqu’un sortait en robe de chambre, un vieux monsieur, pour arroser au tuyau ses arbustes.

Soudain, passant la tranche ocrée d’un bâtiment de trente étages, à mi-hauteur, sur la rivière, une proue grise et ses canons glissait sans bruit, un énorme croiseur défilait, tout l’équipage en fête saluant New York d’adieux, filant pavois au vent vers l’Europe et la guerre…

## [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Opinion de Le Corbusier (note de 1953)

— Que pensez-vous de notre ville ? demandèrent à Le Corbusier les journalistes et les architectes qui venaient de le promener dans Manhattan.

— Les maisons sont trop basses ! dit sobrement ce Suisse.

C’était sa première visite, dans les années 1930, je crois. Et il avait raison à cette époque : pour quelques dizaines de gratte-ciel groupés à la proue de Manhattan, New York, c’était sur de grandes étendues plusieurs dizaines de milliers de maisons de briques à trois ou quatre étages.

Tout cela change rapidement. On démolit des rues entières, d’un coup, pour les rebâtir en vingt étages transparents et resplendissants de tous les feux de la ville et du ciel réfléchis.

Ce sont les rues qui deviennent trop étroites : un jour l’embouteillage sera définitif. Un million de voitures abandonnées par leurs propriétaires d’abord seulement pressés, puis un peu affamés, et enfin pris de panique boucheront les artères principales de Manhattan, bel infarctus ! Comment les déplacer ? Il y faudra des semaines, et après ? Découragement, méfiance, colères folles, sabotages. Système grippé.

Il faut projeter autre chose.

## [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Idée nouvelle de New York (novembre 1961)

Le Lever House, Park Avenue, inaugure à mes yeux une ère nouvelle : au lieu d’un rez-de-chaussée opaque, ces fuites lumineuses de gazon, de chemins dallés de granit et qui serpentent entre des piliers minces, des maisons basses, des terrasses de cafés, des étangs et du ciel par larges échappées. Et pas de voitures ! On se promène en toute sécurité ! Cela n’arrivait, de mon temps, qu’en rêve.

La verticalité sublime des gratte-ciel de New York ne pouvait « entraîner vers la hauteur » que les regards de corps emprisonnés au niveau de la boue et de l’odeur du mazout. Ici, l’horizontalité, qui est la dimension sociale, reprend ses droits, que dis-je, ses séductions sans fin.

J’imagine Manhattan sur pilotis.

Les huit avenues longitudinales de vingt-cinq kilomètres, reliées par une sur deux des cent-cinquante-six rues transversales de quatre à cinq kilomètres sont livrées à la circulation des petits taxis électriques à deux places que l’on prend aux abords de la Cité et que l’on range après usage gratuit à peu près n’importe où, dans les zones de parcage.

Mais entre ces rivières au flot facile et au ronronnement monotone, dans les espaces beaucoup plus vastes aménagés sous les buildings, j’imagine la renaissance d’une *ville horizontale*. Ville des piétons, des échoppes et des kiosques, des étals et des éventaires, des baigneurs, des boulistes, des partisans — politiciens, prêcheurs, et Noirs professionnels… (L’habitation est dans la verticale, on y accède par les ascenseurs. Les jeux et les spectacles dans les profondeurs, labyrinthes de sombres passages, ou sur les terrasses des sommets…)

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19611100iny_07.jpg/full/full/0/default.jpg) J’imagine la renaissance de l’agora, du forum, de la place ou du square. Mille villages d’un bloc ou deux et leurs ruelles ; des espaces verts et des bosquets ; une ville vouée à une ethnie, puis une autre à un stylo, sans trop de rigueur, ou à un groupe de professions apparentées… Chacune bien séparée, mais très proche des autres, quelques minutes…

J’imagine la renaissance d’une Communauté, par un nouvel agencement des Formes.

1. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 453. Une note manuscrite indique que ce texte est paru dans un journal britannique. [↑](#footnote-ref-1)
2. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 466. La date est celle du discours prononcé par Denis de Rougemont, le document lui-même est daté du 9 décembre 1949. [↑](#footnote-ref-2)
3. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 355. Publié également dans François Saint-Ouen (éd.), *L’Europe de Denis de Rougemont*, Louvain-la-Neuve, Academia-L’Harmattan, 2014, p. 15-20. [↑](#footnote-ref-3)
4. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 485. Il s’agit du discours prononcé à Bombay lors de la 2e grande conférence internationale (après celle de juin 1950 à Berlin-Ouest) organisée du 28 au 31 mars 1951 par la branche indienne du Congrès pour la liberté de la culture, dont Rougemont est le président du comité exécutif. [Des extraits de ce discours](https://www.unige.ch/rougemont/articles/preuv/ddr195105preuv) ont été publiés dans [*Preuves*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/preuv) et dans la brochure [*Les Libertés que nous pouvons perdre*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1951lpp). [↑](#footnote-ref-4)
5. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 1000. [↑](#footnote-ref-5)
6. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 950. [↑](#footnote-ref-6)
7. [NDE] Une note manuscrite indique : « Ce sera W. Auden ». [↑](#footnote-ref-7)
8. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 527. Il s’agit d’une conférence donnée par Rougemont au Forum européen d’Alpbach, auquel il s’est rendu à la fin du mois d’août 1954. Voir aussi le tapuscrit conservé sous l’identifiant 529, qui donne le résumé de cette conférence. [↑](#footnote-ref-8)
9. [NdE] Ajout manuscrit dans la marge de « et par les mouvement de militants ». [↑](#footnote-ref-9)
10. [NdE] [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 544. Il s’agit du discours de clôture, lu le samedi 17 septembre 1955, de la conférence sur « L’Avenir de la liberté », tenue à Milan pour les cinq ans du Congrès pour la liberté de la culture. On a intégré sans signalement les quelques corrections manuscrites indiquées par l’auteur. [↑](#footnote-ref-10)
11. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 538. Selon une note manuscrite, ce texte a été expédié le 9 décembre 1955 au journal *Die Woche* (Zurich). [↑](#footnote-ref-11)
12. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 371. La page 3 du tapuscrit manquant, nous avons repris le texte du manuscrit également présent dans le dossier d’archives. [↑](#footnote-ref-12)
13. « Hors du réel », par Emmanuel Berl, dans la revue *La Table Ronde*, janvier 1957. [↑](#footnote-ref-13)
14. D’une lettre que m’écrit à ce sujet le conte Jean de Fange. La référence se trouve dans Th. Mommsen, *Monumenta Germaniae*, chronica minora, Vol. II, p. 362. Voir aussi H. F. Muller, *A Chronology of Vulgar latin*, et Marc Bloch, *Société féodale*. [↑](#footnote-ref-14)
15. Denys Hay, dans *Diogène*, n° 17, 1957 (article tiré d’une communication au 10e congrès international des sciences historiques, Rome, sept. 1955). [↑](#footnote-ref-15)
16. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 587. Selon plusieurs notes manuscrites, il s’agit du résumé d’une conférence prononcée lors du Forum européen d’Alpbach, dont Rougemont était un participant régulier, à la fin du mois d’août 1958. [↑](#footnote-ref-16)
17. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 985. [↑](#footnote-ref-17)
18. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 602. Une note manuscrite indique : « Europäische Gespräche, Vienne, juin 1961 ». [↑](#footnote-ref-18)
19. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 605. Une note manuscrite indique la date du 17 août 1961. [↑](#footnote-ref-19)
20. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 933. [↑](#footnote-ref-20)